

ASSURANCE


Entretien avec
François KAMBOU,
DG de SUNU
Assurances Vie
Burkina Faso

P.4

FINANCIER DE L'ANNÉE


Jules Ngankam,
CEO de African
Guarantee Fund
(AGF)

P.12

MEILLEUR AVOCAT D'AFFAIRES


Baba Hady Thiam,
Thiam &
Associés

P.17

MÉDIA DE L'ANNÉE


Constant Nemalé,
CEO de
Africa 24

P. 19

**LE CEO
DE L'ANNÉE**


Page 08

Ylias Akbaraly, CEO de Redland

A la tête du Groupe Redland (Sirpomod et Thomson), Ylias Akbaraly, franco-malgache, dirige un empire présent dans divers secteurs allant du commerce aux produits pharmaceutiques, en passant par la télévision, les nouvelles technologies, l'aviation...

**BANQUIER DE
L'ANNÉE**


Page 13

Leila Bouamatou, Directrice
Générale de la Générale de
Banque de Mauritanie (GBM)

1000 LES QUI TRANSFORMENT L'AFRIQUE

Pages 06-19

Le Ministre de l'économie et des Finances de l'année
Ousmane Mamoudou KANE, Ministre mauritanien des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs

Diplômé à l'école polytechnique de Paris, Kane Ousmane a occupé plusieurs fonctions prestigieuses au niveau international et national. Ancien vice-président de la Banque Africaine de Développement, Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie puis ministre des Finances, l'économiste a aujourd'hui en charge le ministère de l'Economie et de la promotion des secteurs productifs. A son actif, d'importantes réformes en matières de PPP, la création d'un guichet unique pour l'investissement et la promotion du secteur privé comme moteur de la croissance.


**INTELICIA IT SOLUTIONS
RECRUTE**
SOFTWARE DEVELOPERS


Join us

it.recruitment@intelcia.com

Poste basé au Maroc



A contre-jour

L'Afrique en 2050

Des trois scénarios qui accompagnent toute prospective, nous écartons le pire et le moyen pour nous intéresser au cas de figure le plus optimiste d'une ZLECA effective, concrète et totale en 2050. Déjà, 15 ans plutôt, en 2035, cette vaste zone allant du Cap au Caire et du détroit de Bab El Mandeb au fleuve Sénégal était devenue un espace douanier unique avec 90% des marchandises affranchis de tout droit de douane, une carte d'identité unique pour ses citoyens, sur le modèle de la naguère CEDEAO et 54 États gouvernorats dotés chacun de son hymne et de ses spécificités socio-culturelles. L'harmonisation des normes appliquées aux produits et services et la finalisation des grandes infrastructures (chemin de fer Johannesburg-Dakar, boucle ferroviaire du Niger, lignes maritimes Tanger, Nouakchott/ Luanda, dorsale Atlantique Kribi, Abidjan, Tanger Med, voie navigable Fleuve Congo-Lac Tchad et Niger, 36 réseaux de fibres optiques, la 10G et...) ont éliminé les barrières tarifaires et non tarifaires et réduit les coûts de logistique de 80%. Le Made In Africa accessible avec 40% de taux d'intégration contre 45% en France et 100% aux USA a fait de la terre de Lucie l'endroit où investir. Les 54 États africains ont mis en place un protocole e-Gouv et délivrent des papiers d'état civil et diverses prestations à distance. Autrefois, il fallait dépenser 40 milliards pour importer des produits

alimentaires, aujourd'hui l'Afrique est exportatrice des produits alimentaires transformés. Une monnaie unique, l'Afro, entièrement convertible, fête ses 15 ans garantie par la contrepartie de la valeur des biens et services produits. Les 3 milliards d'africains ont tous un identifiant unique rattaché à la sécurité sociale, un vaste réseau d'institutions qui gèrent 1000 milliards de dollars à travers Africanext, le plus grand réseau de Bourses de Valeurs Mobilières au monde avec une capitalisation quasiment égale à celle de la NYSE. Le marché africain des capitaux, hyper profond, permet de financer les infrastructures et les services de base du fleuve Limpopo au Ouad Draa. En prévision de la réduction tendancielle du cours de pétrole (un produit coté à Abuja depuis 2030), l'Afrique exploite des champs solaires et éoliens des déserts du Sahara et de Kalahari et utilise le gaz pour l'alimentation domestique. Le mix énergétique du continent est vert à 80%. Nous sommes en 2050 et la si

redoutée bombe démographique n'a pas explosé. Bien au contraire, l'Afrique abrite 40% de la jeunesse mondiale et présente les coûts de facteurs les plus bas de la planète, devenant l'usine du monde. Les excédents dégagés par 30 ans de bond en avant ont permis de construire des hôpitaux, des infrastructures sanitaires universités et des écoles. Le continent est l'un des pôles avancés de la recherche dans la protection de la biodiversité et la revitalisation des bassins intérieurs des savanes grâce entre autres à des systèmes de captage des milliers de mètres cubes d'eau qui se jetaient des fleuves dans l'Atlantique depuis la nuit des temps. La riziculture et l'Agriculture ont pu ainsi poursuivre leur cycle de production très écologique grâce à des technologies nouvelles. Presque aucun pays africain n'exporte plus du cacao ou du minerais non transformé. Tout est valorisé localement. Le continent africain présente des opportunités d'emplois à une jeunesse abondante qui ne pense plus aux pateras.



Par Adama Wade

En 2050, la bombe démographique n'aura pas explosé et l'Afrique, usine du monde, terre d'investissement, inaugurer sa première station habitée sur Mars.

L'agrégation des 54 États africains a réduit le risque pays global au plus bas. La Justice supranationale offrant plus de garantie à la protection des biens, les fortunés africains ne dissimulent plus leur argent dans les paradis fiscaux mais le rapatrient grâce à une amnistie fiscale sans précédent. L'industrie des services, du tourisme et des loisirs est ds loin la plus prépondérante dans le PIB du continent désormais doté d'une station habitable sur la planète Mars en même temps que la Chine. Les mastodontes bancaires construits sur les transactions à distance sortent du continent à la recherche des relais de croissance. Mais pour que ce scénario optimiste de l'Afrique de 2050 soit une réalité, il faut des choix courageux à faire en 2022. Nous devons plus que jamais privilégier la prospérité partagée au nationalisme stérile des lions affamés et sous développés qui finiront par s'entre-dévorer. «S'unir ou périr» comme le disait Kouamé. N'krumah. Il est temps de passer du slogan à l'action. Nous avons les moyens, les richesses et des acteurs de la transformation représentés dans ce numéro par «100 héros» aux parcours inspirants. 2050 c'est maintenant.

Directeur général
Dia El Haj Ibrahim, Nouakchott

Directeur de publication
Adama Wade
adama.wade@financialafrik.com

Directeur de la Rédaction
Achille Mbog Pibasso, Douala

Rédacteur en chef
Messanh Ledy, Lomé

Grand reporter
Rodrigue Fenelon Massala

Rédaction

Dominique Mabika, Dakar
Messanh Ledy, Lomé
Daouda B Koné, Bamako
Samba Camara, Nouakchott
Albert Savana, Abidjan
Achille Mbog Pibasso, Douala
Amadjiguène Ndoye, Dakar

Alexandre Varel, Paris
Zineb Filali, Casablanca
Abashi Shamamba, Casablanca
Ibrahima Dia junior, Dakar
Issouf kamagate, Abidjan
Mireille Patricia Abié, Abidjan
Mamadou Diallo, Conakry

Chroniqueurs
Maria Nadolu, Bucarest
Pierre Delval, Genève

Ambassadeur itinérant
Balla Moussa Keita
Représentation Maroc
Ibrahima Thiam
it@regionordsud.com

Représentation Togo-Bénin
Daniel Djagoué

Administration
Ariane Adissa, Dakar

Technique
Conception, Réalisation & web marketing
Diye Sarr

Webmaster
Foulah Baldé

Financial Afrik TV
Gilvès Naélvis Embounou Likibi
Dominique Mabika

Distribution
Prestalis, France
Sénégal, Mauritanie, Tunisie, Mali, Côte d'ivoire, Maroc, Gabon, Bénin, Togo, Brazzaville, Ethiopie

Dossier de presse
2013/99

Impression:
IMPRIMERIE DU CENTRE
www.groupekassir.com

FinancialAfrik est édité par l'agence 3MC.com (Nouakchott) et Intermedia SARM (Dakar)
contacts: redaction@financialafrik.com

LE MENSUEL DES AFFAIRES
Financial Afrik
Toute la finance africaine
SUPPLEMENT VIVAFRIK
Développement Durable
Page 23-31

Interview avec: **Francis KAMBOU, CEO de SARU Assurance Vie** (p. 14)
Sulem Nangoum, CEO de Africas Guarantee Fund (AGF) (p. 21)
Baba Hady Thiam, Thiam & Associés (p. 27)
Constant Nemaï, CEO de Africa 24 (p. 31)

LE CEO DE L'ANNÉE
LE BANQUIER DE L'ANNÉE

100 QUI TRANSFORMENT L'AFRIQUE
Page 06-19

Le Ministre de l'économie et des Finances de l'année
Ousmane Moussoufou KANE, Ministre mauritanien des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs
Diplômé à l'école polytechnique de Paris, Kane Ousmane a occupé plusieurs fonctions prestigieuses au niveau international et national. Ancien vice-président de la Banque Africaine de Développement, Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie puis ministre des Finances, il occupe aujourd'hui en charge le ministère de l'économie et de la promotion des secteurs productifs. À son actif d'importantes réformes en matière de PPP, la création d'un guichet unique pour l'investissement et la promotion du secteur privé comme moteur de la croissance.

INTELICIA IT SOLUTIONS RECRUTE
SOFTWARE DEVELOPERS
Jedim.com

ISSN 2254-7422 © 2022
Bordeaux, France | 03 80 80 80 80 | 4 Rue de la République | 40000 - France | 03 80 80 80 80 | 40000 - France | 03 80 80 80 80



4 GÉNÉRATIONS ET 100 ANS DE VALEURS PARTAGÉES.

OCP fête ses 100 ans d'existence. Un siècle forgé par des femmes et des hommes d'exception.

Retrouvez leurs réalisations sur :
<https://centenaire.ocpgroup.ma>



Entretien avec François KAMBOU, DG de SUNU Assurances Vie Burkina Faso « SUNU Assurances est numéro 1 en assurance Vie dans toute la zone CIMA comprenant 14 pays d'Afrique subsaharienne »

Diplômé de la London School of Modern Studies, François Kambou, DG de Sunu Assurances Vie Burkina Faso, revient sur la spécificité des produits commercialisés par son groupe. «L'objectif principal de Sunu Assurances est de garantir le développement du client à chaque étape de son parcours par la protection de ses biens acquis ou à acquérir, mais aussi par l'atteinte de ses objectifs, la réalisation de ses projets, en toute sécurité».

SUNU est le leader de l'assurance vie en zone CIMA. Quels sont les produits phares qui font votre succès dans cette branche ?

Effectivement, SUNU Assurances est numéro 1 en assurance Vie dans toute la zone CIMA comprenant 14 pays d'Afrique subsaharienne. Dans cette zone, nos produits d'assurance Vie sont des solutions de retraite et d'éducation car nous sommes soucieux d'accompagner les populations dans la préparation de leur avenir et de celui de leurs enfants. En plus de nos offres que nous adaptons à chaque profil d'entreprise ou de personne, nos clients ont surtout compris qu'ils sont au centre de tout. C'est la raison pour laquelle ils continuent de nous faire confiance.

Avez-vous des offres d'assurance et de plan d'épargne logement ?

Par le biais de la bancassurance, nous offrons des couvertures de Plans Epargnes Logement et aussi d'Education avec des garanties très avantageuses, quoi qu'il arrive à l'assuré. L'objectif principal de SUNU Assurances

est de garantir le développement du client à chaque étape de son parcours par la protection de ses biens acquis ou à acquérir, mais aussi par l'atteinte de ses objectifs, la réalisation de ses projets, en toute sécurité.

L'assurance-crédit emprunteur est quasiment obligatoire dans le prêt immobilier ?

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'assurance-crédit emprunteurs n'est pas obligatoire dans la législation bancaire actuelle, dans la zone CIMA. Cependant, la majorité des banques et institutions financières exigent des garanties d'assurances, en plus des garanties bancaires pour les opérations de crédits. C'est ainsi qu'elles sollicitent le concours des assureurs, que nous sommes, afin de sécuriser davantage leurs opérations. L'assurance-crédit emprunteur dans le prêt n'est pas essentiellement à l'avantage de la banque ou de la compagnie d'assurance. Cela permet de garantir le logement aux ayants-droits de l'assuré emprunteur, en cas de décès ou d'invalidité totale et définitive de

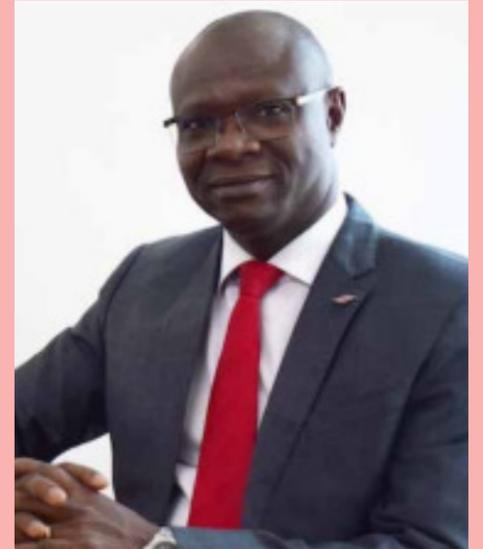
celui-ci et d'éviter l'exécution de la garantie d'hypothèque prise par la banque.

Quelles sont les caractéristiques de l'offre SUNU dans ce domaine ?

Chez SUNU Assurances, nous disposons d'offres allant de l'assurance Dommages du bien acquis avec le crédit, aux assurances de l'emprunteur avec des garanties de décès, invalidité totale et définitive ainsi que la perte d'emploi. Quoiqu'il arrive, l'assuré ou ses ayants-droits peuvent bénéficier effectivement du bien acquis. La banque est tout aussi assurée que le projet à la base du crédit octroyé sera une réalité.

Beaucoup de banques sont liées capitalistiquement à des compagnies d'assurance pour commercialiser des produits d'assurance, d'épargne et de retraite. Quelles sont les institutions bancaires avec lesquelles SUNU travaille ?

Le lien capitalistique entre certaines banques et compagnies d'assurance, n'est pas une condition de la commercialisation des produits d'assurance par les banques. En ce qui concerne SUNU Assurances, nous avons une expérience et une expertise très avancée en matière de bancassurance car nous avons été pionniers dans ce domaine, et



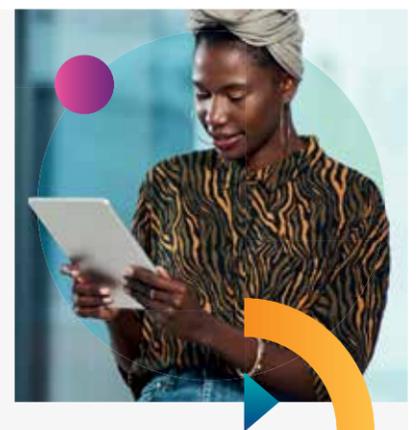
travaillons avec la quasi-totalité des banques dans nos différents pays de présence. Pour le cas du Burkina Faso, la filiale Vie commercialise actuellement des produits de bancassurance avec l'ensemble des banques de la place sans pour autant avoir de quelconques liens capitalistiques avec elles. Je pense surtout que la solidité de notre Groupe, le professionnalisme et l'expérience de nos Hommes ainsi que l'offre de produits adaptés constituent des atouts considérables de SUNU Assurances qui facilitent la bancassurance



Intégrez pour Innover

Allez plus loin avec la Sandbox API Bancaire Panafricaine de Ecobank

Nous proposons une intégration transparente et automatique à notre plateforme destinée aux fintechs, développeurs, agrégateurs, commerçants et grandes entreprises – pour vous permettre de :



Vous connecter à une plateforme très réactive

- Accessible et facile à déployer
- Flexible et adaptable
- Sécurisée et évolutive

Développer des expériences client supérieures

- Développement selon vos souhaits
- Simulation d'erreurs
- Tests et développements

Tirer parti du plus vaste réseau bancaire d'Afrique

- Réception d'informations et distribution de service dans le seul et unique réseau bancaire couvrant 33 pays d'Afrique

Inscrivez-vous pour un accès immédiat à la Sandbox à : developer.ecobank.com/app/index.xhtml



Redland est un groupe international présent dans plusieurs secteurs tels que l'industrie, la finance, l'énergie, les technologies, le tourisme, l'aviation, l'immobilier et le broadcast.

Redland opère à Madagascar, dans l'Océan Indien et en Afrique par le biais du **Groupe Sipromad**, et aux États-Unis et en France à travers **Thomson Broadcast**.

Cette réalité est le fruit de l'engagement de ses **3 000** collaborateurs, tous professionnels de haut niveau et de leur fierté de contribuer à une aventure collective.

Redland est également impliqué dans le partage de son succès avec ceux qui en ont le plus besoin grâce à la **Fondation Akbaraly**. Une organisation humanitaire dont l'objectif est de réduire la pauvreté à travers le développement durable de projets sociaux dans différents domaines : la santé, la nutrition, l'éducation et la culture.

GRUPE  SIPROMAD

THOMSON
BROADCAST

 **AKBARALY**
FOUNDATION

 contact@redland-group.com

sipromad.com
thomsonbroadcast.tv
fondationakbaraly.org

Édition 2021

LES 100 QUI TRANSFORMENT L'AFRIQUE

Les Financial Afrik Awards sont, chaque année, l'aboutissement d'un long processus de sélection, de veille stratégique et d'analyse des profils divers. Nous sommes partis d'une base de 400 personnes sélectionnées pour finalement retenir 150 qui ont fait l'objet d'un vote populaire puis d'une analyse qualitative. Les noms des trois premiers de chaque catégorie ont été retenus et transmis au jury avec, pour chacun, un résumé succinct de ses réalisations et de l'impact de son activité dans la transformation de l'Afrique. Cette sélection que vous avez ici à Nouakchott, en cette belle soirée du 17 décembre, est issue du vote public, libre et quantitatif, mais aussi des délibérations du distingué jury de Financial Afrik, composé de 5 personnalités indépendantes aux parcours brillants, qui ont agi en toute connaissance de cause et sans pression autre que celle de vouloir faire triompher le mérite.

Au-delà de ceux parmi eux qui sont lauréats, les 100 personnalités ici représentées ont été choisies grâce à leur capacité de transformer l'Afrique. La part dominante revient aux investisseurs, à ces bâtisseurs de pyramides à la tête de champions africains. Mais il y a aussi des managers, des influenceurs, des gérants de fonds d'investissements et de dirigeants d'institutions impactantes. Ce sont tous des leaders transformationnels, créateurs de richesse et d'emplois sur qui repose le futur de l'Afrique. En ouvrant ce choix au public pour la première fois, nous voulons, au-delà du subjectivisme dont hélas, on n'est jamais à l'abri, démocratiser un classement de plus en plus populaire en enrichissant chaque année son corpus de normes, son mode et sa transparence.

LES 5 MEILLEURS MINISTRES DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Pour cette distinction, 3 des 5 ministres en charge de l'Economie et des Finances sélectionnés ont été choisis par le public et le jury a déterminé l'ordre de sélection en désignant le vainqueur. La sélection initiale a été faite sur la base des appréciations de l'évolutions des pays correspondants dans les rapports des partenaires technico-financiers (BAD, FMI, Banque Mondiale etc) et les opinions des observateurs légitimes (Agences de notation, organismes fiables). Le jury des

Financial Afrik Awards a fait son classement des nominés sur des critères comme le Leadership, la croissance 2021-2022, le financement du secteur privé, la maîtrise de la dette et la maîtrise du déficit pour départager les postulants afin d'en choisir celui qui se sera le plus illustré. Le Prix Spécial du Ministre des Finance de l'année est allé à la Mauritanie.

La méthodologie de sélection se décline comme suit :

-Si un pays présente 65% du PIB, il a une marge de manœuvre d'encre 5% dans le classement.

-S'il dispose de 75% du PIB, alors il a 5% du pays à réduire qui correspond à -5% dans le classement.

-Sur la croissance du PIB, la barre d'équilibre est zéro (0% du PIB) avec des notes positives en dessus et des notes négatives en dessous.

-Sur le déficit, la barre d'équilibre est de 3% avec des notes négatives en dessus et positives en dessous.

-Le financement du secteur privé: évaluation des instruments de financement des PME et des entreprises en général, examen des réformes introduites pour faciliter la création de l'entreprise. En outre, une part de l'appréciation qualitative prend en compte le parcours académique, les différentes fonctions occupées par le passé et les résultats obtenus.



Ousmane Mamoudou KANE, Ministre des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs

Diplômé à l'école polytechnique de Paris, Ousmane Mamoudou KANE, a occupé plusieurs fonctions prestigieuses au niveau international et national. Ancien vice-président de la Banque Africaine de Développement, Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie puis ministre des Finances, l'économiste a aujourd'hui en charge le ministère de l'Economie et de la promotion des secteurs productifs.

A son actif, d'importantes réformes en matières de PPP et, notamment de PPP dits agricoles, la création d'un guichet unique pour l'investissement et la promotion du secteur privé comme moteur de la croissance. Le développement des PME et le recours aux Partenariats Publics Privés sont au cœur de la nouvelle approche de développement économique de la Mauritanie.

Romuald Wadagni, ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances du Bénin



En poste depuis avril 2016, Romuald Wadagni accumule les succès et les innovations. Sous le ministère de ce diplômé de la Harvard Business School, comptable agréé en France et Certified Public Accountant aux Etats-Unis, le Bénin a adopté une politique de gestion proactive de la dette, avec des sorties réussies sur le marché financier international et, surtout, des réformes visant à l'optimisation des dépenses et des recettes. Le Bénin s'attend à une croissance de 7% en 2022, l'un des taux les plus élevés en Afrique. En 2021, Cotonou a émis un instrument obligataire en euros à la maturité la plus longue jamais atteinte par un émetteur souverain africain. Cette émission a permis de racheter de la dette sur le marché financier régional et de dégager des économies de 36 milliards de FCFA destinées à l'investissement dans des secteurs à fort impact social.



**Zainab Ahmed,
ministre des Finances
du Nigeria**

En poste depuis 2016 en tant que ministre des Finances, du Budget et de la Planification du Nigeria, Zainab Ahmed est titulaire d'une licence de comptabilité de l'Université Ahmadu Bello de Zaria et d'un MBA. Sous sa houlette, le pays a réussi à faire face à la crise des cours bas du pétrole doublée à celle induite par la Covid-19, avec un ratio dette/ PIB restée à 33%. En 2022, Zainab Ahmed devrait faire face à la plus grande réforme de son ministère : mettre fin aux subventions sur les produits pétroliers. En attendant, le pays qui fait face à une inflation de 13% prévoit une croissance de 4,2% à la fin de cette année.



**Mthuli Ncube,
ministre des
Finances du
Zimbabwe**

Ancien chef économiste de la Banque Africaine de Développement, Mthuli Ncube a remporté la bataille contre l'inflation et la dépréciation continue de la monnaie zimbabwéenne. Son prochain objectif est de faire passer d'ici 2030 son pays dans le niveau des économies à revenu intermédiaire. En 2022, Hararé cible un déficit de 1,5% du PIB. L'inflation devrait rester à 94,6% en 2021 puis 32,6% en 2022.



**Nicolas Kazadi
Ministre des
Finances de la
RDC**

Licencié en planification du développement de l'Université Marien Ngouabi, détenteur d'une maîtrise en macroéconomie de l'Université de Reims Champagne-Ardenne ainsi qu'un diplôme de troisième cycle en économie de l'Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, Nicolas Kazadi travaille sur plusieurs réformes visant à réduire la parafiscalité. Objectif, faire de la RDC un pays compétitif.

LES GOUVERNEURS DE BANQUE CENTRALE DE L'ANNÉE



**Cheikh El Kebir Moulaye Taher,
gouverneur de la Banque
Centrale de Mauritanie (BCM)**

En poste depuis janvier 2020, Cheikh El Kebir Moulaye Taher, gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie, est diplômé d'économie et des sciences de gestion. Ce pur produit de la Banque Centrale de Mauritanie a mis en place de nouveaux instruments d'intervention sur le marché monétaire. Entre autres, un corridor de taux d'intérêt pour les nouvelles facilités de dépôts et de refinancement. En 2020, l'inflation s'est établie à 1,8% contre 2,7% en 2019. En octobre 2021, les réserves de change ont doublé pour atteindre 2 milliards de dollars, soit 10 mois d'importation. A ces résultats macroéconomiques, s'ajoute le renforcement de la supervision bancaire avec, entre autres, le relèvement de plus de 66% du capital minimum des banques et la mise en place de mécanismes pour financer l'économie.



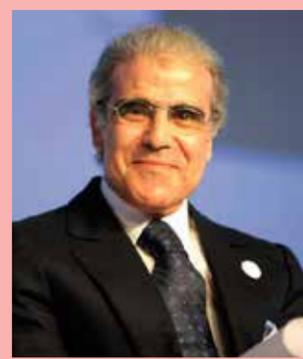
**Tiémoko Meyliet KONE,
gouverneur de la Banque Centrale des
Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)**

Porté à la tête de la BCEAO le 30 mai 2011 pour mettre fin à l'intérim consécutif à la crise ivoirienne et au départ de son prédécesseur, démissionnaire, Tiémoko Meyliet KONE a été reconduit en août 2014 pour un mandat de 6 six ans par la Conférence des Chefs d'État et en août 2020 pour un deuxième mandat de 6 ans. La BCEAO se distingue par sa gestion prudentielle rigoureuse du système bancaire et des instruments dynamiques mis en place pour booster le financement de l'économie. Cas par exemple du refinancement des banques pour leurs prêts accordés aux PME. L'institution qui cible principalement la maîtrise de l'inflation s'est illustrée depuis l'avènement de la pandémie de Covid-19 en mars 2020 par des mécanismes dédiés au financement des programmes d'urgence des Etats de l'UEMOA à travers les Bons Covids et les obligations de relance. Pour rappel, Tiémoko Meyliet KONE était désigné «gouverneur de l'année» lors de l'édition 2020.



**Malangu Kabedi Mbuyi,
gouverneur de la Banque
Centrale du Congo (BCC)**

En poste depuis la mi-2021, Madame Malangu Kabedi Mbuyi a conclu récemment (octobre 2021), un accord avec le FMI dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit. La RDC présente une inflation de 5% et projette une croissance de 6,2% en 2022. De même, les réserves de la Banque Centrale de la RDC ont augmenté, passant de 0,8 milliard de dollars à la fin 2020 à 3,3 milliards de dollars à la mi-octobre 2021, reflétant la conjoncture et l'allocation des DTS reçus fin août. Présidente de l'Association des banques centrales africaines (ABCA) depuis août 2021, Malangu Kabedi Mbuyi est entrain de résoudre les problèmes de conformité du système bancaire congolais jusque-là sous la menace de sanctions américaines.



**Abdellatif Al Jouahri,
gouverneur de Bank Al Maghrib**

En poste depuis 2003, Abdellatif Jouahri, gouverneur de la Banque Centrale du Maroc (Bank Al Maghrib), a fait traverser le système bancaire marocain la crise du Covid-19 avec un taux directeur cantonné à 1,5%. Connu pour son conservatisme, ce gouverneur qui voit dans la lutte contre l'inflation l'objectif premier de toute politique monétaire a maintenu la stabilité du système bancaire marocain alors que le déficit budgétaire atteignait 7% sous le coup de boutoir des dépenses mobilisées contre la pandémie. La Banque centrale marocaine maintient ses fondamentaux solides grâce à une politique orthodoxe mais aussi au transfert des marocains de l'étranger (MRE) qui ont atteint 87 milliards de dirhams (9 milliards d'euros) au courant 2020.



**Dr Yinager Dessie,
gouverneur de la National
Bank of Ethiopia (NBE)**

Avec un parcours qui l'a conduit de Yale à la London School of Economics, Yinager Dessie, gouverneur de la Banque Centrale d'Ethiopie (NBE) depuis 2018, compte passer à un régime de change entièrement flexible dans les trois années à venir. La réforme va sortir la monnaie nationale éthiopienne, le Birr, créée en 1945, de l'ère du dirigisme à celle du marché. La réforme intervient dans un contexte particulier, avec une inflation atteignant 26,4% en juillet 2021 exacerbée par la guerre civile. La NBE a lancé de nouveaux billets de banque en septembre pour lutter contre la thésaurisation. L'Etat poursuit son désengagement comme le montre les licences accordées récemment aux kenyans Equity Bank et KCB. Pour autant, les banques internationales ne sont pas encore autorisées, l'Ethiopie voulant développer d'abord son secteur bancaire local.



**Tarek Amer,
gouverneur de la Banque Centrale
d'Egypte**

Tarek Amer est à l'origine de la difficile décision de la libéralisation du taux de change de la Livre Egyptienne en 2016, de l'élimination du marché parallèle et, entre autres, de la fin de la subvention des produits pétroliers. La CBE a également obligé les banques opérant sur le marché égyptien à allouer 20% de leurs portefeuilles de crédit au soutien des petites et moyennes entreprises (PME), dans le but d'injecter 200 milliards de EGP (soit 12 milliards de dollars) dans ces projets d'ici quatre ans avec un intérêt facilité. En poste depuis 2023, le gouverneur de la Banque Centrale d'Egypte reste très populaire auprès des acteurs de la finance. En dépit des réformes courageuses, l'Egypte reste vulnérable aux chocs en raison de sa dette publique élevée et de ses besoins bruts de financement. La carrière professionnelle de M. Amer s'étend sur plus de 40 ans d'expérience bancaire et de gestion des activités de financement d'entreprise et de banque d'investissement.

LES CATALYSEURS DES MARCHÉS FINANCIERS



Adrien Diouf, Directeur Général de l'Agence UMOA-Titres

Adrien Diouf est directeur général de l'Agence UMOA-Titres depuis septembre 2013. Il est responsable de la mise en place et du développement de cette institution dont le mandat est d'aider les huit (8) pays membres de l'UMOA à lever des fonds sur les marchés financiers. L'Agence s'est particulièrement distinguée durant la pandémie. En effet, avec l'appui de UMOA-Titres, les États membres ont mis en place un programme d'émission sous la forme d'Obligations de Relance (OdR) pour accompagner la relance de leurs économies. Cette activité a été fortement soutenue par la BCEAO, qui a mis en place un guichet spécial pour refinancer les Obligations Assimilables du Trésor (OAT) émises pour cette année. L'exécution de ce programme a ainsi

permis aux États membres de mobiliser 1 577,10 milliards de FCFA dont près de 64% sur les OAT. Cette enveloppe est en hausse d'environ 19% par rapport au niveau enregistré en glissement annuel à fin mars 2020 (1 330 milliards de FCFA).



Valentin Mbozo'o, Directeur Général de GIMAC

En septembre 2021, le processus de digitalisation des procédures au Guichet unique des opérations du commerce extérieur (GUCE) a franchi un palier supplémentaire avec l'optimisation des paiements électroniques par la diversification des moyens de paiements. Un pas de géant pour le GIMAC et son directeur général, Valentin

Mobozo'o, partisan de l'interopérabilité des différents moyens de paiements. Le Groupement interbancaire monétique de l'Afrique centrale (GIMAC) note une courbe ascendante de l'activité, car entre juillet 2020 et février 2021, ce sont plus de deux millions de transactions qui ont été enregistrées pour plus de 33 milliards de FCFA de recettes soit 60,5 millions de dollars.



Edoh Kossi Amenounvé, DG de la BRVM

Coopté dans le Nasdaq Review Consul, le comité consultatif de la Bourse américaine des valeurs technologiques, Edoh Kossi Amenounvé continue à donner de la visibilité à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). En poste depuis 2012, le haut financier togolais a fait de la place financière de l'UEMOA l'une des places africaines les plus visibles auprès des investisseurs mondiaux à Londres, New York et Johannesburg. Reconduit avec brio à la tête de l'Association des Bourses des valeurs africaines, Edoh Kossi Amenounvé est engagé dans le projet d'intégration des Bourses africaines pour un marché des capitaux à la hauteur des enjeux de l'intégration africaine. A la fin du premier trimestre 2021, la BRVM comptait 46 sociétés cotées pour une capitalisation boursière de 4.237,49 milliards de FCFA (7,7 milliards de dollars), en hausse de 5% comparé au 31 mars 2020.



Dr Leila Fourie, CEO de la Johannesburg Stock Exchange

Portée à la tête de la Bourse de Johannesburg en octobre 2019, Dr Leila Fourie, auparavant CEO de l'Australian Payments Network, a pour objectif de susciter une double cotation entre entreprises sud-africaines et asiatiques. Hong Kong, le Japon et la

Chine sont particulièrement visés pour arrêter une tendance qui a vu 20 sociétés originaires de ces pays se retirer de la JSE en 2020. Leila est titulaire d'un doctorat en sciences économiques et financières et a remporté le prix des fondateurs de l'Economic Society South Africa en 2012 pour la meilleure thèse de maîtrise en économie du pays. Leila a publié plusieurs articles dans des revues universitaires et milite activement pour l'élaboration de politiques dans divers secteurs.



Nezha Hayat, présidente de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux

La présidente de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux a réussi la transformation du marché financier marocain avec de nouvelles exigences en matière de communication financière et extra-financière, la mise en place d'un comité d'audit obligatoire pour les sociétés cotées et l'adoption du principe des sociétés cotées, ainsi que le renforcement du dispositif du contrôle à posteriori. En plus de ce mandat national, Nezha Hayat a été cooptée Présidente du Comité Régional de l'Afrique et du Moyen-Orient (AMERC) de l'Organisation Internationale des Commissions des Valeurs (OICV). En sa qualité de Présidente de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux, Madame NEZHA HAYAT rejoint le Conseil d'Administration de l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs pour le mandat 2020-2022.



Nick Barigye, CEO de Le Kigali International Financial Centre

Le Kigali International Financial Centre a pour objectif de devenir l'un des plus grands centres financiers panafricains dans un esprit de coordination avec les autres centres financiers africains. Le projet piloté par Nick Barigye, PDG de Rwanda Finance Limited, est tourné vers l'attraction des investisseurs mondiaux et des talents à des conditions facilitées. "Nous voulons connecter les investisseurs internationaux avec les

opportunités à travers l'Afrique. Nous voulons connecter les entrepreneurs africains avec les capitaux du monde entier."

CEOs DE L'ANNÉE



Ylias Akbaraly, CEO de Redland

A la tête du Groupe Redland (Sipromod et Thomson), Ylias Akbaraly, franco-malgache, dirige un empire présent dans divers secteurs allant du commerce aux produits pharmaceutiques, en passant par la télévision, les nouvelles technologies, l'aviation, l'agro-business, l'immobilier et, entre autres, l'énergie. Diplômé de Berkely à San Francisco, Ylias Akbaraly qui a hérité Sipromod de son père incarne le renouveau du leadership managérial africain. Le groupe présente un chiffre d'affaires annuel de 180 millions d'euros et plus de 3.000 emplois directs et indirects à Madagascar.



Mostafa Terrab, CEO Office Chérifien des Phosphates (OCP)

A la tête de l'Office Chérifien des Phosphates depuis 2006, Mostafa Terrab a procédé à la transformation stratégique du premier leader mondial des exportations de phosphates en numéro un mondial des engrais. Plus encore, l'OCP a valorisé la roche tirant des plus values conséquentes pour investir dans l'éducation, à l'instar de l'université Mohammed VI Polytechnique de Marrakech (UM6P), qui symbolise l'intérêt du major marocain pour la recherche et l'innovation. En 2020, l'OCP a dégagé 6,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires.



Madani Tall, CEO Envol Immobilier

Promoteur de la sphère ministérielle et de la Cité des Nations Unies de Diamniadio (Sénégal), Madani Tall vient de livrer la première phase de l'université internationale de San Pedro, en Côte d'Ivoire. L'ex-Directeur des Opérations de la Banque mondiale pour l'Afrique est d'avis qu'il faut beaucoup de promoteurs dans le domaine des infrastructures structurantes pour créer l'impact et améliorer le vécu des populations. La force du groupe Envol Immobilier Sénégal vient de la réunion des compétences éprouvées qui ont fait leurs preuves dans des postes de responsabilité à l'instar de Aminata Niane, ex-directrice générale de l'APIX ou encore de Moctar Thiam, autre haut profil, ancien cadre de la Banque Mondiale.



MASRVI

LA BANQUE DIGITALE DE LA BMCI

Masrvi vous permet de :



Transférez de l'argent



Recevez votre salaire



Payez vos factures



Payez vos achats



Déposez de l'argent



Rechargez du crédit



Retirez de l'argent



☎ 45298000
☎ 47298000

🌐 bmci.mr
🌐 masrvi.mr



**Idrissa Nassa,
CEO de Coris Bank International**

Vainqueur du titre de «CEO de l'année» lors de l'édition 2020 des Financial Afrik Awards, Idrissa Nassa est le Président du Conseil d'administration de Coris Bank International (CBI). L'institution bancaire a poursuivi son développement en 2021 avec l'ouverture de la filiale de la Guinée. Le cap est désormais fixé sur l'Afrique Centrale. Au 31 décembre 2020, CBI présentait un résultat net de 96,4 millions d'euros, en hausse de 20,8% sur un an. Le total bilan a progressé de 43,4% dépassant 3 500 milliards de FCFA. Notée A+ à long terme et A1 à court terme, Coris Holding, la holding du groupe, se défend de toute course à la taille. L'objectif est de faire la banque autrement en créant de l'impact.



**Saida Neghaza, présidente de
la Confédération Générale des
Entreprises Algériennes (CGEA)**

Présidente de la de la Confédération Générale des Entreprises Algériennes (CGEA) et de BusinessMed, organisation regroupant 22 Confédérations patronales issues de 19 pays des rives nord et sud de la Méditerranée, Saida Neghaza a pour objectif de rehausser le volume d'échange d'une part entre l'Algérie et le reste du continent africain et d'autre part le niveau d'investissement Algérien en Afrique pour profiter des opportunités offertes par la Zone de libre échange continental (ZLECA), marché commun à l'échelle des 54 pays du continent.

Paul Kammogne Fokam, PDG Afriland First Group



Le groupe bancaire Afriland First Group compte 11 filiales en Afrique. L'ouverture de la filiale Ougandaise en 2019 s'inscrit dans une vision panafricaniste qui constitue l'ADN de l'institution. Fondateur des MC2, 2ème réseau des établissements de microfinance au Cameroun, Paul Fokam a développé le groupe d'assurance SAAR, l'un des plus importants en zone CIMA. Membre du China-africa development fund (cadfund), Paul Fokam voit dans la diversification des partenaires, un accélérateur du développement de l'Afrique.

Aliko Dangote, CEO Dangote Group, Nigeria

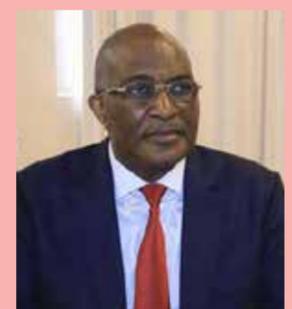


A la tête d'un conglomérat allant de l'Énergie à l'Agroalimentaire, Dangote a vu sa filiale ciment dépasser 2 milliards de dollars de revenus au cours des 9 premiers mois de l'année 2021. Si sa fortune est passée de 17,8 milliards de dollars à 19,2 milliards de dollars entre août 2020 et août 2021, le groupe n'a toujours pas livré sa raffinerie censée diminuer la forte dépendance du Nigeria aux importations de produits pétroliers raffinés. Avec une production de 650 000 barils par jour et un investissement de 15 milliards de dollars, il s'agira de la plus grande raffinerie d'Afrique.



**Françoise Puene,
PDG du Groupe Franco**

La camerounaise Françoise Puene est le symbole de la persévérance africaine. Partie de rien, cette ancienne vendeuse de beignets au coin de la rue est aujourd'hui à la tête d'un groupe immobilier et hôtelier et de diverses activités. En dehors de ses activités, la «Mamy Nyanga» consacre son temps à sa fondation dédiée à la promotion des femmes camerounaises et à la cause entrepreneuriale.



Babacar Ngom, CEO Sedima

Parti d'un GIE avec 60 000 FCFA en 1988, Babacar Ngom est aujourd'hui à la tête du groupe Sedima, leader sénégalais de l'aviculture, valorisé à plusieurs milliards de Franc CFA. Actuel président du Club des Investisseurs du Sénégal (CIS), Babacar Ngom envisage l'expansion africaine et la diversification de son entreprise vers des secteurs à forte demande. Le développement du réseau KFC, branche dirigée par sa fille, Anta Babacar Ngom, DG de Sedima, s'inscrit dans cette stratégie de diversification.

LES BANQUIERS DE DÉVELOPPEMENT



**Admassu Tadesse
PDG de la Trade and Development
Bank (TDB Group)**

À la tête de la Trade and Development Bank (TDB Group, ex-PTA Bank), la Banque du commerce et du développement du Comesa (Afrique orientale et australe), Admassu Tadesse, est l'architecte du renouveau de cette institution de développement. Le diplômé de la London School of Economics (LSE) et de la Harvard Business School (États-Unis) a élargi la base de l'actionnariat de l'institution et relevé la capacité de financement de l'institution avec, par exemple, 500 millions de dollars mobilisés en juin dernier à travers un eurobond sur Euronext Dublin. La TDB compte 40 actionnaires souverains et institutionnels et des actifs de 6,7 milliards USD.



**Sidi Oud Tah, Directeur Général
de la Banque arabe pour le
développement économique en
Afrique (BADEA)**

Lauréat du trophée de «Banquier de Développement de l'année», lors de l'édition de 2020, Dr Sidi Ould Tah a réorienté la BADEA d'une institution de développement axée sur le soutien de l'action publique à une banque présentant des solutions pour le secteur privé. En témoigne, le lancement récent au Caire de la Coalition globale pour les PME. Parallèlement, la BADEA a relevé ses financements en faveur du développement comme en témoigne les 4 conventions de prêt de 90 milliards de Franc CFA (137,4 millions d'euros) signées en août dernier et destinées à la BOAD, à la Guinée Bissau, au Cap-Vert et à la Côte d'Ivoire.



**Serge Ekué, Président de la
Banque Ouest Africaine de
Développement (BOAD)**

Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Serge Ekué multiplie les initiatives de mobilisations de fonds depuis son arrivée à la tête de l'institution il y a un an. À l'actif de l'ancien haut cadre de Natixis, une émission obligataire à objectif de développement durable d'un montant de 750 millions d'euros à 2,75 % pour une durée de douze ans. Il s'agit du financement le plus bas dans l'histoire de la BOAD. La banque qui poursuit son processus d'augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros est ouvert plus que jamais aux partenaires internationaux.

**Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine
de développement (BAD)**



La plus grande institution de développement par la taille de son bilan a réussi à conserver sa notation triple A en 2020 et 2021. Récemment, l'institution dirigée par Akinwumi Adesina a pris une nouvelle initiative sur l'intégration du capital naturel dans le financement du développement en Afrique en partenariat avec le Fonds mondial pour la nature (WWF). Le capital naturel, qui comprend les sols ou les ressources de stockage de carbone comme l'eau et la pêche, représente entre 30 % et 50 % de la richesse totale des pays d'Afrique, bien que n'étant pas pris dans le calcul du PIB.



**Benedict Oramah,
Président d'Afreximbank**

La banque panafricaine pour le financement du commerce a démultiplié ses engagements en 2021 et ses initiatives dont le projet de plateforme de compensation monétaire inter-africaine. Pour financer son programme, l'institution basée au Caire s'est engagée récemment dans une augmentation de capital de 6,5 milliards de dollars. Une étape essentielle qui permettra à Afreximbank de doubler sa capacité de prêt annuel et la taille de son bilan au cours des cinq prochaines années.



**Vera Songwe, Secrétaire exécutive
de la Commission économique pour
l'Afrique (CEA)**

Vera Songwe a repositionné la commission économique pour l'Afrique (CEA) d'un centre de réflexion stratégique à un instrument de solutions financières. La CEA a joué un rôle de premier plan à l'occasion du premier closing, à hauteur de 3 milliards de rands (210 millions de dollars américains), le 12 octobre 2021 à Johannesburg, du programme d'objectifs de développement durable de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique («UNECA»).

SUNU Group

**Groupe panafricain
d'assurance
et de banque**

- Créé en **1998**
- **16 pays**
de présence
- **25 sociétés**
d'assurance
- **1 banque**



www.sunu-group.com



**Leader de l'assurance Vie
en Afrique subsaharienne francophone**



Nguéto Tiraina Yambaye, DG du Fonds Africain de Garantie et de coopération économique (FAGACE)

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) a renoué avec les bénéfices en 2020, le premier exercice positif en cinq ans. Le nouveau départ imputé au tchadien Nguéto Tiraina Yambaye, ancien administrateur titulaire des pays du Groupe Afrique II au FMI et ancien ministre tchadien de l'Economie et de la Planification du Développement, passe par l'élargissement de la base d'activité et le renforcement de la gouvernance. Noté A- par Bloomfield, le FAGACE place les PME au cœur de sa stratégie avec des lignes de garanties placées dans les banques locales partenaires.

Ibrahima Cheikh DIONG, Sous Secrétaire Général des Nations Unies, DG de l'ARC

A la tête du Groupe African Risk Capacity (ARC), l'agence spécialisée de l'Union Africaine pour l'anticipation et la gestion des catastrophes naturelles en Afrique, depuis la mi-2020, le sénégalais Ibrahima Cheikh Diong est d'avis que la gestion de l'aléa lié au climat est l'un des grands défis du siècle. Le Groupe de l'ARC, constitué de l'agence ARC et de sa filiale financière, ARC Limited, a adopté une feuille de route reposant, entre autres, sur l'élargissement de la base des pays membres (le Soudan, le Malawi et la Somalie ont adhéré récemment portant à 35 le nombre de pays membres), la diversification de ses produits d'assurance (sécheresse, cyclones tropicaux, inondations) et le renforcement de sa capacité de mobilisation des ressources. L'ARC a signé plus de 10 protocoles depuis la prise de fonction de M.DIONG en septembre 2020.



Ahmadou Abdoulaye Diallo, Directeur Général du Fonds de Solidarité Africaine (FSA)

Ancien ministre malien de l'Economie, Ahmadou Abdoulaye Diallo a initié des réformes stratégiques du Fonds de Solidarité Africain. La structure enchaîne sur des résultats positifs pour la sixième année consécutive. D'ici 2025, l'objectif c'est de faire adhérer les 54 pays membres de l'Union Africaine. La Mauritanie, le Cameroun et la Guinée Équatoriale sont entrain de finaliser leur adhésion pour porter à 18 le nombre de pays membres.

Au delà de l'élargissement de la base d'adhésion, le DG du FSA milite pour une révision de la réglementation bancaire afin que dans le processus de la pondération des risques bancaires, tous les risques qui sont adossés à la garantie du FSA puissent être pondérés à 0% tout comme pour les Etats, et d'autant plus que les actionnaires du FSA sont exclusivement des Etats.

FINANCIERS DE L'ANNÉE



Jules Ngankam, CEO de African Guarantee Fund (AGF)

Promu à la tête de l'African Guarantee Fund (AGF), il y a tout juste un an, Jules Ngankam a donné une nouvelle impulsion à l'institution à travers des instruments nouveaux axés sur la finance verte, le financement des projets portés par les femmes entrepreneurs et le financement des PME impactées par la pandémie du Covid-19. Les produits financiers mis en place par AGF ont permis une augmentation et une réorientation

massive des flux de financement vers des segments clés de PME pour une croissance durable (Green Guarantee), équitable (AFAWA Guarantee) et résiliente (Covid Guarantee).

Marie Odile Sène Kantoussan, DG CGF Bourse



En 2020, CGF Bourse a réalisé plus de 70 milliards de FCFA de transactions à la BRVM, soit 14,2 % des parts de marché. C'est la deuxième performance du marché, derrière la Société Générale Capital Securities West Africa du groupe éponyme, avec un portefeuille plutôt institutionnel au vu des transactions. Société de bourse indépendante, CGF Bourse a réalisé deux fois plus de transactions (20 000) que la Société Générale Capital Securities West Africa. La directrice générale de CGF Bourse, Marie Odile Sène, lauréate du trophée

de « meilleur financier » lors des Financial Afrik Awards 2020, met le cap sur la Bourse en ligne, étant la première SGI à avoir parachevé sa plateforme.



Brice Beumo, fondateur de Beko Capital Advisory SA

Suite au changement de son statut juridique et de sa dénomination en avril dernier, Beko Advisory Ltd devient Beko Capital Advisory SA (BCA.SA en abrégé). Dans la foulée, la structure fondée par Brice Beumo a introduit en mai dernier auprès de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (COSUMAF) une demande pour l'obtention d'un agrément supplémentaire l'habilitant à exercer comme société de Bourse en plus de l'agrément

de conseil en investissement financier qu'elle détenait déjà. Le gendarme du marché financier a favorablement accédé à la demande de Beko par correspondance du 28 juillet dernier. Fort de ce nouvel agrément, Beko Capital Advisory SA entend pleinement jouer sa partition dans le renouveau du marché financier de l'Afrique Centrale, explique Brice Beumo, Administrateur Directeur Général de la société.

Christian Agossa, Directeur Général CRRH-UEMOA



En 2021 la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH-UEMOA) a poursuivi ses interventions structurantes sur le marché financier de l'UEMOA sous le management de Christian Agossa, directeur général. Parmi les points saillants à retenir, une convention avec Cofina Sénégal pour la mise en place d'un refinancement de prêts à l'habitat sur ressources concessionnelles. En dehors de ce cas spécifique, les interventions de la CRRH-UEMOA ont permis depuis 2012 de voir une baisse substantielle des taux de crédits.



Kamal Mokdad, Directeur Général de la Banque Centrale Populaire du Maroc (BCP)

L'un des architectes du développement à l'international de la BCP et de son positionnement sur l'axe Asie-Afrique, Kamal Mokdad est aussi le président du Conseil d'administration de la Bourse de Casablanca. «Pour le groupe BCP, l'investissement en Afrique subsaharienne s'est imposé de manière presque naturelle afin de diversifier ses activités et d'accompagner les ambitions du Royaume chérifien visant à devenir un hub régional et une porte d'entrée pour l'Afrique», écrit Kamal Mokdad dans un éditorial publié par Financial Afrik en juillet 2021. La BCP est présente dans 32 pays dont 18 en Afrique, avec en plus du Maroc, des filiales bancaires en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et en Océan Indien.



Marc kamgaing, CEO Harvest Asset Management

Créé en 2017 par le financier Marc Kamgaing, un ancien de RMA Capital (Groupe BMCE Capital), Harvest Asset Management est la toute première société de gestion de portefeuilles indépendante au Cameroun, agréée par la COSUMAF et active sur toute l'étendue de la zone CEMAC. Avec un encours sous gestion actuel supérieur à 200 milliards de FCFA, Harvest

Asset Management se distingue par la performance et la simplicité de ses solutions d'investissement et de placement ; toutes parfaitement adaptées aux spécificités, besoins et exigences de chacun de ses clients. Harvest est le gestionnaire des placements du portefeuille des retraités de la Beac sur le marché financier d'Afrique centrale.



Moctar Sarr, Directeur général M&A Capital Group

Directeur Général de M&A Capital Group et initiateur du fonds d'investissement Rijaal Holding SAS, Moctar SARR a, entre plusieurs initiatives, mis en place Rijaal Holding SAS, la première société d'investissement Mouride. Les

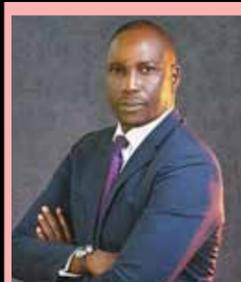
investisseurs se sont retrouvés dans le tour de table de ce véhicule novateur qui correspond aux mentalités africaines. «Nous avons pu atteindre 1050 investisseurs sénégalais, résidant dans 26 pays du monde, tous guidés par cette forte envie de contribuer au développement du pays », explique Moctar Sarr dans un entretien avec Financial Afrik. L'Afrique, le Sénégal en particulier, a besoin d'un dispositif facilitant l'investissement inclusif avec le minimum de contraintes et le maximum d'avantages.

Fabrice Kom Tchuenté, président de Finafrique



A la tête de l'un des plus grands réseaux d'experts bancaires en Afrique, Fabrice Kom Tchuenté a travaillé tout au long de l'année pour parachever son projet d'Informal Bonds. Ce concept consiste en une émission

obligatoire adressée à un secteur spécifique (Agriculture, Transport Urbain) et garantie par 3 parties prenantes : l'Etat (50%), les institutions de financement internationales (environ 20%) et les bénéficiaires de l'informel (environ 30%). Ce projet est réalisé en partenariat avec Afreximbank, Proparco, la BOAD et la BOAD Titritisation.



Jean François Brou, PDG de la SOAGA

A la tête de la Société Ouest Africaine de Gestion (SOAGA) depuis 2014, Jean François Brou a vu la SGI déclarée meilleur gestionnaire d'organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) de la zone UEMOA. Décernée par la BRVM, cette distinction sanctionne des performances remarquables dans un cycle baissier. En effet, en 2020, les différents fonds de la SOAGA ont enregistré des performances positives. Deuxième gestionnaire de fonds en zone UEMOA à la fin 2020, la SOAGA a fait du chemin sous l'inspiration d'un expert de la finance, ancien manager chez Amundi et ancien Team leader produit dérivés de taux chez State Street Global Advisors.

DEALS DE L'ANNÉE



Elisabeth Rossiello, PDG et fondatrice de AZA

Elisabeth Rossiello, PDG et fondatrice de AZA s'est distinguée en 2021 dans l'acquisition de la fintech sud-africaine Exchange4Free visant à doubler le volume des transactions annuelles en le portant à plus de 2,5 milliards de dollars et à tendre la portée à 115 pays dans le monde. Le plus grand courtier non bancaire de devises d'Afrique confirme ainsi sa stratégie d'expansion. L'acquisition fait suite à un cycle combiné de financement par emprunt et fonds propres de série B au cours duquel AZA Finance a levé 35 millions de dollars pour l'expansion de ses opérations au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au cours des dix-huit derniers mois ; y compris une facilité de crédit de 15 millions de dollars de la Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA) pour développer ses activités dans la région.



Hassan Bensalah, PDG du Groupe Holmarcom

Hassan Bensalah, PDG du Groupe Holmarcom, avance ses pions en Afrique. En mai 2021, l'assureur marocain a finalisé une participation majoritaire dans la compagnie d'assurance The Monarch Insurance au Kenya. L'opération s'est faite à travers sa holding Holmarcom Insurance Activities qui détiendra 51% du capital, aux côtés de deux autres actionnaires kenyans, en l'occurrence Kamu Group et Maisha Bank. Signé entre Mohamed Hassan Bensalah, PDG du groupe Holmarcom, et Hon Jared Kangwana, PDG du groupe kenyan Kamu, l'accord marque les ambitions continentales du groupe marocain par ailleurs intéressé dans la reprise d'une banque française dans le royaume.

Aziz Mebarek, CEO d'AfricInvest



Co-fondateur d'Afric-Invest en 1994, le tunisien Aziz Mebarek, diplômé de l'Ecole des Ponts et Chaussées de Paris, collectionne les acquisitions dans le secteur financier africain. En octobre 2021, AfricInvest a pris une part importante dans Raynal Assurances IARD Burkina Faso (« Raynal Assurances »), l'un des leaders et des plus dynamiques assureurs non-vie sur le marché. L'opération a été réalisée au travers d'AfricInvest FIVE, véhicule d'investissement pérenne dédié au secteur financier en Afrique. Peu avant le deal du Burkina Faso, AfricInvest avait clôturé une transaction l'admettant dans le tour de table de l'assureur nigérian Regic.



Olivier Granet, Patron de Kasada Capital Management

Dirigé par Olivier Granet, ancien Directeur Général et Directeur des Opérations Moyen Orient et Afrique, le groupe Kasada Hospitality Fund LP, via son fonds d'investissement de 500 millions de dollars, clôturé en 2019, poursuit son développement. Au début de l'année, le groupe a acquis auprès d'AccorInvest un portefeuille de 8 hôtels dans trois pays, à savoir la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Cameroun. Le groupe a aussi acquis le complexe hôtelier Safari Hotels et Conference Center en Namibie.

Nizar Juma, président de Jubilee Holdings Group



Le 29 Septembre 2020, Jubilee Holdings Limited, le plus grand groupe d'assurance d'Afrique de l'Est, et Allianz, l'un des principaux assureurs et gestionnaires d'actifs au monde, ont signé un accord afin d'établir un partenariat stratégique dans les cinq pays Africains dans lesquels Jubilee opère actuellement. Tout au long de l'année 2021, l'opération s'est poursuivie par l'acquisition de Jubilee Uganda. Allianz qui s'est désengagée de l'Afrique de

l'Ouest au profit de l'Afrique de l'Est trouve en Jubilee un accélérateur de son développement en Afrique. Dans la structure de partenariat proposée, Allianz va acquérir des participations majoritaires dans chacune de ces entités pour un montant total de 10,8 milliards KES (84 millions d'Euros, 100 millions de Dollars USD), tandis que JHL conservera une participation minoritaire significative.

BANQUIERS DE L'ANNÉE



Leila Bouamatou, directrice Générale de la Générale de Banque de Mauritanie (GBM)

Administratrice et Directrice Générale de la Générale de Banque de Mauritanie pour l'Investissement et le Commerce (G.B.M). Dr. Leila Bouamatou boucle sa quatrième année de résultats positifs à la tête de l'institution. En dépit d'une conjoncture économique demeurée difficile depuis 2018, le total bilan de la banque a progressé de 11 % par rapport à l'exercice précédent, lui faisant passer de la 10ème position en 2018 à la 8ème en 2020. Au niveau de la structure de l'actif, les créances sur la clientèle représentent plus de 74 % du total bilan (la GBM garde toujours sa 7ème

place en terme de positionnement), illustrant la vocation de la banque et son engagement en faveur du soutien à l'économie Mauritanienne. Au niveau du passif, les dépôts de la clientèle représentent plus de 61% du total du bilan. Le produit net bancaire de l'année 2020 s'inscrit en hausse de 44 % sur trois ans à méthode constante, positionnant la banque à la 9ème place.



Henri-Claude Oyima, PDG BGF Bank

En dépit de la pandémie, la BGF Bank poursuit sa croissance sous la houlette de son PDG, Henri-Claude Oyima, architecte de la saga africaine du groupe. La Banque a affiché un résultat net en croissance de 88% au 30 septembre 2021. Leader bancaire en Afrique Centrale, BGF Bank et ses 2 206 collaborateurs présents dans onze pays accompagnent au quotidien une clientèle diversifiée au Gabon, au Congo, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en France, en Guinée Equatoriale, au Bénin, à Madagascar, en République Démocratique du Congo, à Sao Tomé-et-Principe et au Sénégal.



Bocar Sy, Administrateur Directeur Général BHS

Administrateur Directeur général de la Banque de l'Habitat du Sénégal (BHS), Mamadou Bocar Sy est un banquier au long cours. Sa carrière commence à la Direction du Crédit de la Banque de l'Habitat du Sénégal en 1988. Il a pendant 10 ans développé une expertise forte en matière d'analyse et de modélisation financière et maîtrisé les divers instruments de financement de l'immobilier. En décembre 2010, il est nommé Directeur Général de la BHS avec pour ambition déclaré, avec son équipe, de faire de la banque le fleuron ouest-africain des établissements spécialisés dans le

financement de l'immobilier pour tous. Sa vision du développement de la BHS a été traduite à travers des Plans d'orientation stratégique BHS 2015 & BHS 2020 avec des projets innovants et structurants. En reconnaissance de son implication dans le positionnement institutionnel de la Banque, Monsieur SY a été coopté comme administrateur le 26 mars 2014, devenant ainsi Administrateur-Directeur Général de la Banque de l'Habitat du Sénégal. Et l'avènement des Pôles Urbains a permis de tester l'opérationnalité de l'expertise de la Banque dans le financement du logement, abordable notamment. Aujourd'hui, il est un acteur de référence du programme national des 100 000 logements initié par le président Macky Sall.



Azad Dhomun, DG de la Banque Fédérale de Commerce des Comores

Prix spécial du Jury

Banquier expérimenté, le Mauricien Azad Dhomun, directeur général de la Banque Fédérale de Commerce des Comores depuis 2019, a débuté sa carrière en 1964 avant de gravir les échelons pour occuper d'importantes fonctions dans divers établissements bancaires au niveau régional et international. Azad Dhomun a notamment dirigé la Banco Mercantile de Investimentos SARL au Mozambique et la Metropolitan Bank of Zimbabwe, la Greenland Bank (Tanzania). Un banquier doublé d'un diplomate qui a eu à conseiller de grandes personnalités dont un certain Joaquim Chissano, alors premier ministre du Mozambique.



**Alfonse Nafack,
Administrateur Directeur
Général Afriland First Bank
Cameroun**

Elu meilleur banquier de l'Afrique Centrale en 2020 lors des Financial Afrik Awards, Alfonse Nafack a récemment rempli à la tête de l'Association Professionnelle des Etablissements de Crédit du Cameroun (APECCAM). Au 31 décembre 2020, Afriland First Bank présente un volume de financements de plus de 150 milliards de FCFA en faveur des TPE/PME/PMI sur un encours de crédit de plus de 675 milliards de FCFA.



**Miriam Olusanya, Directrice
Générale de Guaranty Trust Bank**

Miriam Olusanya est depuis juillet 2021, directrice générale de Guaranty Trust Bank, la première femme à occuper ce poste. Diplômée en pharmacie de l'Université d'Ibadan et titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Liverpool, Miriam Olusanya cumule une expérience de plus de 23 ans dans le domaine bancaire. Elle a servi dans diverses unités, notamment les services de transaction, les marchés financiers, la finance d'entreprise et les relations avec les investisseurs.



Diane Karisusi, Bank Of Kigali

En poste depuis 2016 à la tête de la première banque du Rwanda, Diane Karisusi a réussi à traverser la crise Covid-19 en maintenant ses fondamentaux. Les revenus de la banque ont augmenté de 33% au 30 septembre 2021. Le PNB est passé de 26,8 millions de dollars (Rwf 27,62 milliards) à 35,66 millions de dollars (Rwf 36,73 milliards). Coté sur les marchés boursiers de Nairobi et de Kigali, BK Group est la plus grande banque commerciale du Rwanda en termes d'actifs. Diane Karisusi est titulaire d'une Maîtrise en Econométrie et d'un Doctat en Economie Quantitative de l'Université de Fribourg.



**Tariq Sijilmassi, président du
directoire du Crédit Agricole du
Maroc**

A la tête du Crédit Agricole du Maroc depuis, Tarik Sijilmassi est l'un des banquiers africains les plus familiers au « risque agricole » qu'il connaît par cœur. Leader du financement en monde rural, le Crédit Agricole du Maroc reste une institution financière incontournable dans le déploiement des politiques publiques au Maroc. En dépit de cette obligation de quasi service public, le CAM est rentable. Au premier semestre 2021, la banque affichait un PNB en hausse à 200 millions d'euros. Après avoir investi plus de 70 milliards de DH (7 milliards d'euros) entre 2009 et 2020 dans le cadre du Plan Maroc vert, le groupe bancaire déploie un fort soutien à la stratégie Génération Green 2020-2030.



**Kennedy Bungane, PDG
African Bank**

La banque sud-africaine African Bank connaît un nouveau départ depuis avril 2021 avec la nomination de Kennedy Bungane (46 ans) en tant que PDG et directeur exécutif de la Banque et de sa société holding, African Bank Holdings Limited («ABH»). Après avoir hérité d'une banque déficitaire, l'ancien haut cadre de la Standard Bank et d'Absa doit la repositionner dans le champ des institutions rentables. Et selon les premiers

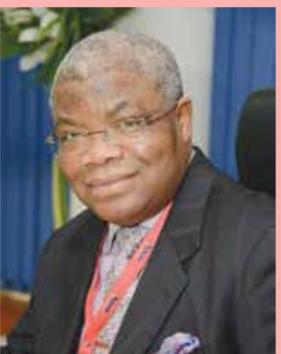
indicateurs du deuxième semestre, Kennedy Bungane est en bonne voie avec une augmentation substantielle des dépôts, signe d'un retour de confiance du marché.



**Ade Ayeyemi, Ecobank
Transnational Incorporated (ETI)**

CEO de Ecobank Transnational Incorporated (ETI) depuis 2015, le nigérian Ade Ayeyemi est parvenu à amorcer une transformation stratégique passant par la digitalisation. Le plus grand groupe bancaire panafricain (36 pays) devrait encore renforcer sa force de frappe commerciale pour pouvoir rémunérer correctement ses actionnaires et rembourser ses dettes. Au 30 juin 2021, le résultat net du groupe bancaire basé à Lomé s'est établi à 154 millions de dollars, en progression de 20%.

L'ASSUREUR DE L'ANNÉE



**Richard Lowé,
PDG du Groupe Activa**

A la tête du Groupe Activa lancé en 1988, Richard Lowé, diplômé de l'ESSEC Paris, est l'un des principaux promoteurs de l'assurance en zone CIMA. Son groupe Activa convoité aujourd'hui par nombre de multinationales a débordé la frontière des 14 pays membres de la Conférence interafricaine pour aller vers le Ghana, la RDC et, entre autres, au Liberia et en Guinée Conakry.



Pathé Dione, PDG du Groupe Sunu

Fondateur de la compagnie d'assurance Sunu, Pathé Dione est parvenu à force d'audace à hisser sa compagnie au rang de leader de l'assurance en zone CIMA. Désigné « assureur de l'année » lors des trophées Financial Afrik Awards de 2020, l'homme d'affaires franco-sénégalais fédère sous sa bannière 25 sociétés dont une banque, une société de microfinance et une société de gestion santé. Le Groupe Sunu est présent dans 16 pays d'Afrique Subsaharienne francophone et anglophone : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Liberia, Mali, Nigéria, RDC, Sénégal et Togo. En 2020, le total bilan de Sunu dépassait 1,3 milliard d'euros.



**Mohamed Ramsés
Arroub, PDG de Wafa
Assurance**

Revenu aux commandes de Wafa Assurance en 2018 après l'avoir dirigé de 2007 à 2014, Mohamed Ramsés Arroub a pour objectif transformer le leader marocain en un leader africain. A la fin 2020, Wafa Assurance a décroché son agrément sur le marché égyptien pour lancer le Wafa Life Insurance Egypt»,

portant à 6 le nombre de ses pays africains de présence et à 10 le nombre de ses filiales sur le continent. La filiale égyptienne qui a démarré ses activités en juillet 2021 servira de hub vers l'Afrique de l'Est et les pays anglophones en général.

**Souleymane Niane,
président l'Association des
assureurs du Sénégal (Aas)**



A la tête de la SONAM, l'un des groupes africains les plus solides par la marge de solvabilité, Souleymane Niane assure depuis deux ans la présidence de l'Association des assureurs du Sénégal. L'objectif de SONAM est de trouver des relais de croissance en dehors

du marché sénégalais où elle défend sa place de leader face à Axa. C'est dans ce cadre que s'inscrit la création de Zenithe Afrik-Vie, fruit d'une alliance avec Zenithe sur le marché camerounais. Déjà présent en Côte d'Ivoire depuis 2015 avec la prise de contrôle de l'Alliance Africaine d'Assurance Vie (3A-Vie), Sonam poursuit une stratégie africaine faite de prudence et de recherche d'opportunités.

**Andrew Crépin-GWODOG,
Administrateur-Directeur
Général de la SCG-Ré**



Le développement fulgurant de la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré), filiale du Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques, impose son ADG, Andrew Crépin -GWODOG, dans ce classement annuel des

100 personnalités qui transforment l'Afrique. Fort de son succès au niveau national, la SCG-Ré travaille sur un plan stratégique de développement quinquennal (PSDQ) 2021-2025, qui passe par le développement commercial en Afrique. Les pays prioritaires seraient le Cameroun, le Congo et la République Démocratique du Congo.



**César Ekomié-Aféne,
président de la FANAF**

Actuel PCA de NSIA - Vie Gabon, César Ekomié-Aféne assure la présidence de la FANAF depuis février 2020, soit quelques semaines avant la pandémie de la Covid-19. Cet assureur discret est parvenu à trouver des compromis judiciaires à des questions brûlantes comme la rétro-commission de la Cica-Ré ou encore le report de la deuxième phase de l'augmentation

de capital des compagnies d'assurance. Son mandat placé sous le signe de l'augmentation du taux de pénétration de l'assurance a été contrarié par une conjoncture peu favorable.



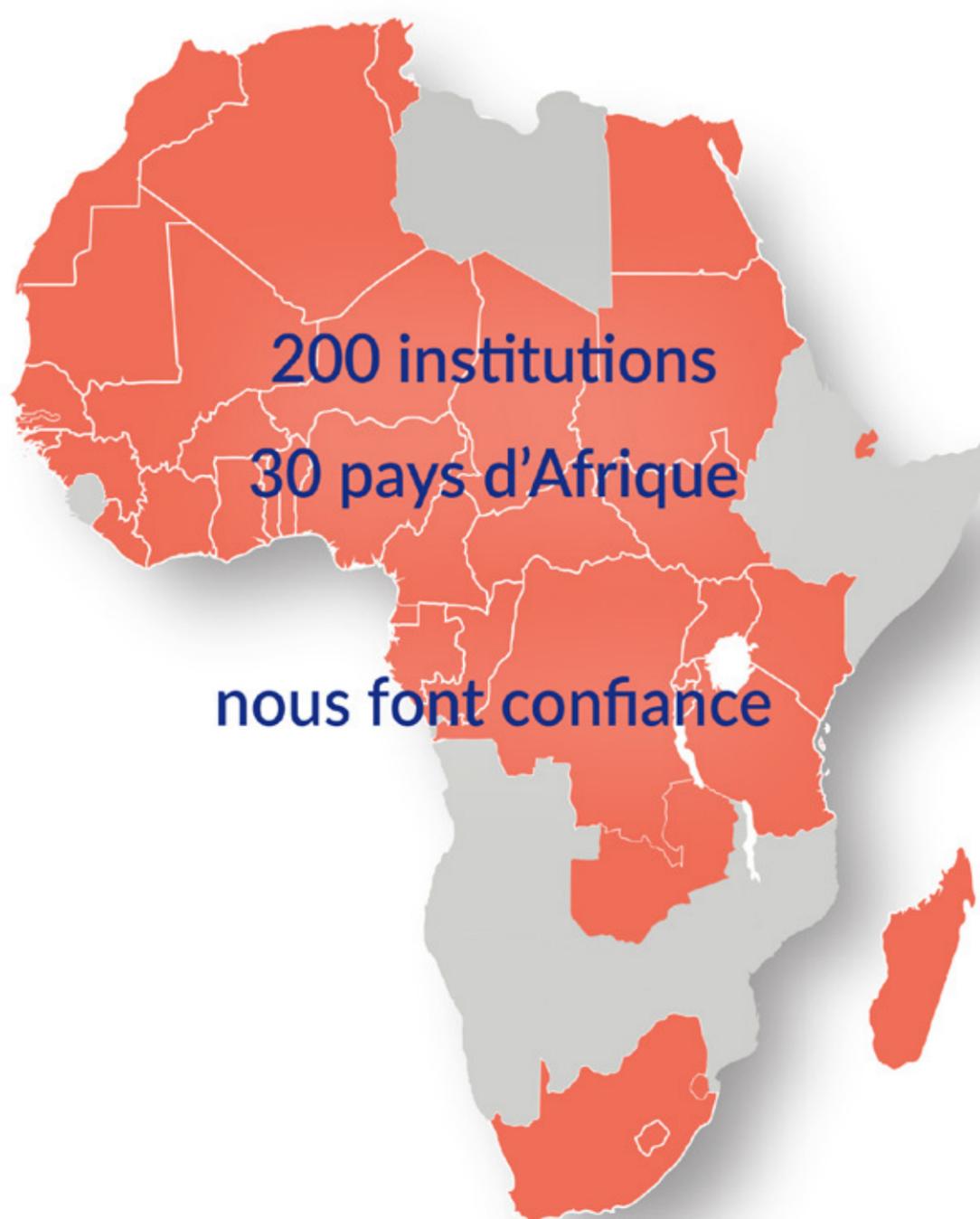
Mamadou GK Koné, Président de l'ASACI

Directeur Général des compagnies Allianz CI Assurances Vie et Allianz CI assurances TIARD, Mamadou G K KONÉ est depuis le 29 avril 2021, président de l'Association des Sociétés d'Assurance de Côte d'Ivoire (ASACI). Elu avec son Bureau exécutif, pour trois ans, par acclamation, en remplacement de Bakayoko Saliou, dont le mandat a pris fin, le nouveau président de l'ASACI est diplômé de l'Institut International des Assurances (IIA) de Yaoundé, diplômé d'actuariat de l'école de Statistiques de Paris (ENSAE PARIS) et titulaire d'un MBA obtenu à la London Business School. Sa feuille de route s'articule autour de 5 points dont l'accélération des règlements des sinistres.



Un leader du conseil en Afrique depuis 20 ans

Banque et Garantie • Private Equity • Assurance • Protection Sociale • Appui aux Gouvernements



www.finactu.com

LES FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ANNÉE



Papa Demba Diallo, DG Fonsis Sénégal

A la fin 2020, le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS) comptait 20 filiales et participations dans des secteurs stratégiques comme l'Énergie, l'Agriculture et les TICS. Au-delà des participations directes, le Fonds dirigé par Papa Demba Diallo investit aussi dans des fonds dédiés aux PME à l'instar de Teranga Capital. Depuis sa création en 2013, le FONSIS a décaissé environ 30 milliards de Franc CFA. Papa Demba Diallo compte une expérience de 30 ans dans le secteur des technologies

de l'information et a été, pendant 9 ans, membre du comité exécutif de Sonatel, Directeur Général d'Orange Business Service et a occupé différentes fonctions en Afrique et dans la Silicon Valley avant de rejoindre le Fonsis.



Runa Alam, Directrice Générale de DPI

Runa Alam a marqué l'actualité en 2021 quand son Fonds African Development Partners III (ADP III) a clôturé 900 millions de dollars au-dessus de son objectif de 800 millions de dollars, ce qui place ADP III comme l'un des plus grands fonds dédiés à l'investissement de capitaux mondiaux en Afrique. Runa a plus de 35 ans d'expérience dans la private equity, la gestion des marchés émergents et la banque d'investissement. Elle a investi en Afrique pendant 22 ans. Elle siège aux conseils d'administration de nombreuses entreprises africaines.



Akim Daouda, ADG du FGIS

Administrateur-directeur général du Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) depuis avril 2020, Akim Daouda gère une structure qui compte plus de 100 participations dans différents secteurs d'activité. Il a notamment contribué au développement de nombreux projets stratégiques et à fort impact social dans des domaines comme l'énergie, l'eau potable et le développement urbain au Gabon. Diplômé en gestion et science économique des universités de Concordia (Montréal, Canada) et de Westminster (Grande-Bretagne), il avait été

sélectionné en 2018 pour faire partie de la communauté des jeunes leaders mondiaux (YGL) au sein du World Economic Forum (WEF). Le coup d'éclat du FGIS fut le rachat en 2020 des 47,04 % du capital détenu par la banque française BNP-Paribas au sein de la BICIG.



Albert Alsina, fondateur et PDG de Mediterrania Capital Partners

En l'espace de quelques années, le fonds Mediterrania Capital Partners est devenu l'une des structures les plus importantes sur l'axe Maghreb-Afrique subsaharienne. Avec des bureaux à Abidjan, Alger, Barcelone, Le Caire, Casablanca et La Valette, Mediterrania Capital Partners adopte une approche proactive et

pratique pour mettre en œuvre la stratégie de croissance des entreprises de son portefeuille en pilotant les processus de création de valeur et d'ESG. Aujourd'hui, les sociétés du groupe et les sociétés de portefeuille de Mediterrania Capital Partners réalisent un chiffre d'affaires annuel de plus de 1,5 milliard d'euros et emploient plus de 20 000 personnes en Afrique.

L'ÉCONOMISTE DE L'ANNÉE



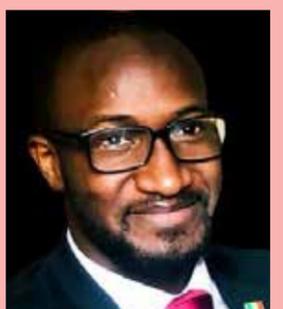
Carlos Lopes «L'Afrique c'est l'avenir du monde»

Dans cet essai, Carlos Lopes établit la liste des 8 défis à relever : réformer le système politique, respecter la diversité, comprendre le contexte des politiques publiques, se transformer grâce à l'industrialisation, augmenter la productivité agricole, revoir le contrat social, s'adapter au changement climatique et agir dans les relations avec la Chine. (Seuil).



Cédric Achille Mbeng Mezui «Sortir du collapsus économique – et construire la puissance africaine»

Paru en avril 2021 aux Editions Raponda Walker, cet ouvrage de 151 pages propose des solutions pour relever les économies africaines plombées par divers chocs, dont le Covid19. Expert des systèmes financiers et fonctionnaire international, Cédric est auteur de plusieurs articles et de nombreux ouvrages sur le potentiel de la finance domestique en Afrique.



Meissa Lô «Marché financier ouest africain»

Intitulé "Marché financier ouest africain/ introduction en Bourse (IPOs), solution au développement des entreprises", paru aux éditions Harmattan- Paris, le livre de Meissa Lô présente le marché financier

ouest africain avec l'analyse de la corrélation entre la Bourse, le développement des entreprises et le panier de la ménagère. L'ouvrage explicite aussi des concepts clés comme la Théorie de l'Action Raisonnée (TAR) qui soutient que l'individu réagit de façon rationnelle selon l'information dont il dispose.



Cheikhna Bounajim Cissé «le sursaut»

Le sursaut, refonder ou s'effondrer ». C'est le titre du quatrième livre de Cheikhna Bounajim Cissé, dans lequel l'économiste, banquier et essayiste malien expose 200 questions pour mieux comprendre le Mali, ce pays du Sahel englué dans une crise profonde depuis plusieurs années de son modèle économique et social.



Samboury Ka «Education financière et investissement boursier en Afrique»

Samboury Ka est titulaire d'une Maîtrise en Droit Commercial (Université Cheikh Anta Diop de Dakar) et d'un Brevet de l'ENA (École Nationale d'Administration du Sénégal). Il est juriste, contrôleur principal des Impôts et des Domaines, analyste financier et formateur en bourse spécialiste de la BRVM. Apprendre à devenir riche grâce aux marchés financiers: l'exemple de la BRVM Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Togo et Sénégal.

LES CENTRES D'EXPERTISE FINANCIÈRE



Abdou Diop, Managing Partner de Mazars au Maroc

A la tête de Mazars Maroc depuis 2017, le sénégalais Abdou Diop est le symbole de l'ouverture du Maroc vers le continent africain. Diplômé de la prestigieuse ISCAE et figure de proue de la commission Afrique du patronat marocain (CGEM), Abdou Diop a poursuivi la ligne tracée par son prédécesseur en faisant de Mazars le champion marocain de l'audit, du conseil et de l'externalisation à l'international. Le cabinet compte aujourd'hui plus de 150 collaborateurs, encadrés

par 10 associés et est organisé selon une approche matricielle combinant les secteurs d'activité et les lignes de métiers, ainsi qu'une couverture continentale permettant d'accompagner les entreprises marocaines dans leur développement en Afrique. Abdou exerce depuis plus de 25 ans des activités de conseil et d'audit au Maroc et sur le continent africain auprès des entreprises d'intérêt public, de bailleurs de fonds internationaux ou de gouvernements.



Denis CHEMILLIER-GENDREAU et Geraldine Mermoux, Finactu

Respectivement président fondateur et Directrice Générale Associée, Denis Chemillier-Gendreau, ancien membre de l'Administration française et de la banque d'affaires PARIBAS dont il a dirigé une filiale, et Geraldine Mermoux, ancien directeur au sein de EMERGING CAPITAL PARTNERS, ont hissé Finactu au rang des plus grands centres d'expertise financière sur l'Afrique. Finactu accompagne des entreprises du secteur financier africain (banques, compagnies

d'assurances, fonds de garantie, etc...) et des gouvernements dans le cadre de missions de corporate finance, de conseil stratégique et de conseil opérationnel. La force de frappe de Finactu repose, au delà de ses dirigeants, sur une équipe multiculturelle et un réseau étendu aux cinq régions du continent avec des points d'ancrage forts sur l'Europe et dans les marchés financiers majeurs.



Stanislas Zézé, PDG Bloomfield Investment Corpoation

Après avoir poursuivi un développement fulgurant en Afrique de l'Ouest, Bloomfield Investment Corporation lorgne désormais l'Afrique Centrale. Le PDG, Stanislas ZEZE, est diplômé de l'Institut des Sciences Politiques et Economiques et de l'Ecole d'Administration de University of Michigan où il a obtenu un MPA (Masters of Public Administration) avec une spécialisation en gestion de risque financiers et planification stratégique en développement économique. Avec une

expérience en gestion de risques financiers et opérationnels dans des institutions de renom comme la Banque Mondiale à Washington en qualité de Senior Risk Analyst ou encore la BAD en qualité de Senior Country Credit Analyst, Stanislas Zézé estime que l'Afrique doit se prendre en charge: «Sans être pessimiste, je considère que la posture actuelle des pays africains n'est guère encourageante en termes de modèles politiques. L'attitude de soumission systématique reste un poids qui ne permet pas d'envisager une émancipation économique», déclarait-il dans un entretien avec Financial Afrik.



Anouar Hassoune, PDG de Wara

Entrepreneur, administrateur, professeur et expert en finance islamique. Anouar HASSOUNE est l'un des fondateurs et administrateurs d'Euris Group et de West Africa Rating Agency. Expert en analyse-crédit et en finance islamique, Anouar a été de 2008 à 2011 Vice-président de Moody's Investors Service où il a assuré la notation financière des banques islamiques et souveraines d'un certain nombre de pays émergents. Entre 2001 et 2008,

Anouar était directeur associé auprès d'une autre agence de notation financière, Standard & Poor's, où il a contribué à élargir la couverture en notation des émetteurs du Moyen-Orient et à approfondir les méthodes et techniques analytiques applicables aux institutions financières islamiques et souveraines de cette région.



Marc Wabi, CEO Deloitte Côte d'Ivoire

Expert -comptable, commissaire aux comptes et tête de pont de Deloitte en Côte d'Ivoire, Marc Wabi a inauguré un nouveau siège du groupe à Cocody, quartier phare à Abidjan. L'activité est étalée sur plus de 1 600 m2 à Ivoire Trade Center (ITC), un ensemble immobilier moderne conçu par PFO Immobilier à proximité du Sofitel Hôtel Ivoire. Ce changement d'adresse traduit l'engagement du Cabinet Deloitte à mettre à la disposition de ses collaborateurs

présents à Abidjan, un cadre de travail moderne et innovant propice à leur épanouissement et à la prestation de services de haute qualité proposés aux secteurs publics et privés ivoiriens.



Mandaw Kanji, président de l'IFAGE

Amoureux du partage de connaissances et de la formation des jeunes et futurs cadres, Mandaw KANDJI est Président Directeur Général à IFAGE (Institut Interafricain de Formation en Assurance et en Gestion des Entreprises) depuis 2008. C'est une école de formation reconnue et membre titulaire de l'Agence Universitaire Francophone (AUF) depuis 2018 et aussi est agréée par le Fond

de Financement pour la Formation Professionnelle et Technique (3FPT). L'IFAGE est le premier institut privé d'enseignement supérieur spécialisé en assurance dans l'espace CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances). Mandaw a eu sa maîtrise en sciences économiques et de gestion à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar en 1977 et son Diplôme d'Études Supérieur en Assurances en 1982 à l'IIA Yaoundé.

LES AVOCATS D'AFFAIRE



Baba Hady Thiam, Thiam & Associés

Associé gérant de Thiam & Associés, Baba Hady dédie sa pratique aux transactions minières, opérations de fusions-acquisitions et de private equity et dispose d'une expertise en matière de contrats commerciaux, restructurations et procédures collectives, litiges et arbitrage international et droit de l'immobilier. Il assiste ses clients aussi bien en Guinée qu'à l'international (notamment dans les pays de la zone OHADA) et conseille des groupes guinéens, africains et internationaux, des institutions publiques et privées, des fonds d'investissement, des gouvernements et des entrepreneurs africains.



Pascal AGBOYIBOR, Managing Partner d'ASAFO & CO

Pascal Agboyibor a fondé un cabinet de classe mondiale. Le projet Asafo & Co, lancé il y a exactement un an, vise à mettre sur le marché un cabinet de classe mondiale mais essentiellement dédié à l'Afrique. «Nous avons fait des progrès remarquables en nombre d'avocats et de juristes dans la plupart des juridictions où nous sommes installés, notamment en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Maroc et j'y ajouterai même Paris (France). Il nous manquait l'Afrique du Sud », déclare Pascal Agboyibor à Financial Afrik.



Jamel Taleb & Eric Diamanti, Diamatis & Associés

Après avoir fait les beaux jours de Watson Farley & Williams jusqu'en 2014 puis de Clyde and co. jusqu'à la fin de 2020, Éric Diamantis a ouvert son propre cabinet d'affaires, Diamatis & Partners, centré sur l'Afrique. Éric Diamantis, Jemal Taleb, Pierre Ferroud et Julien Barba ont quitté au début de 2021 le bureau français de Clyde & Co pour ouvrir, dans le VIIe arrondissement de Paris, leur propre cabinet d'affaires, Diamatis & Partners. Tous travaillent ensemble de longue date, ayant officié par le passé au sein de Watson Farley & Williams, qu'ils ont quitté en 2014.



Hicham Naciri, Allen & Overy

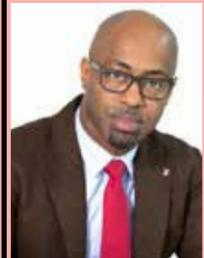
Représentant du cabinet Allen & Overy à Casablanca, Hicham Naciri (Naciri & Associés) a notamment conseillé Saham lors de son rachat par Sanlam, dans ce qui constituait le plus grand deal du secteur de l'assurance africaine au titre de l'année 2018. Avocat spécialiste dans le conseil en droit des affaires Hicham Naciri est titulaire d'un DJCE (diplôme de juriste conseil d'entreprise), décroché en 1994 à Montpellier. Après un passage par l'équipe parisienne de e Gide-Loyrette-Nouel, il rentre au Maroc en 2000 pour assister à la mue du cabinet familial. Les Naciri Père et fils accompagnent le deal du siècle come le lancement de Méditel.

LES MENTORS DES PME



Thierno Seydou Nour SY, BNDE

Banquier de métier et président de l'Association des Banques de l'Afrique de l'Ouest (ABAO), Thierno Seydou Nourou Sy est aux commandes de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) depuis sa création en 2014. Cette institution financière publique se révèle d'année en année comme le bras financier de l'Etat dans l'accompagnement des PME et des secteurs stratégiques.



Jean Luc Konan, PDG de Cofina Group

Ancien directeur général au sein de United Bank Of Africa (UBA), Jean-Luc Konan a fait de Cofina la championne de la mésofinance. Huit ans après sa création, Cofina est présente dans 7 pays, à savoir le Burkina Faso, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée Conakry, le Mali et le Sénégal. Régulièrement classé dans les 100 personnalités qui transforment l'Afrique, Jean-Luc Konan est aussi lauréat du Prix National de l'Excellence reçu en 2019 des mains du président Alassane Ouattara.



**Pape Amadou Sarr,
DG de la DER/FJ**

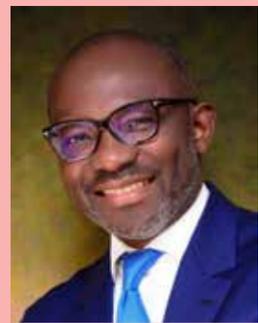
Trois ans après sa création, la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide des femmes et des jeunes (DER/FJ) a accompagné plus de 100 000 entrepreneurs dans l'accès au financement pour un budget d'environ 60 milliards de FCFA. Les concours concernent les entrepreneurs, les startups, les TPE et les entreprises à taille intermédiaire avec des financements allant de 1 à 300 millions Fcfa. Dirigé par Pape Amadou Sarr, la DER est une solution crédible à l'inclusion financière des jeunes et des femmes et des exclus du système bancaire classique.



**Aissata Lam,
Directrice de l'APIM**

Directrice générale de l'agence de promotion des investissements en Mauritanie (APIM), Aissata Lam présente des résultats probants. En 6 mois, l'agence a drainé 123 milliards d'anciennes ouguiyas (307 millions d'euros). Ces investissements devront générer 3 300 emplois directs et 7 600 indirects ans l'agro-industrie, l'industrie et la manufacture. En plus de la promotion des investissements, l'APIM accompagne le secteur privé, les PME et les startups.

LES CHASSEURS DE TÊTE



**Didier Acouetey,
PDG de Afric Search**

Didier ACOUETEY, Président du Groupe AfricSearch, est l'un des initiateurs de la Coalition globale pour les PME, structure lancée récemment par la BADEA et d'autres institutions. Afric Search a été fondée en 1996 et est devenue leader dans le recrutement des cadres et le retour des compétences sur le continent africain. L'institution fondée en 1996 a des bureaux à Paris, Washington, Dakar, Lomé, Abidjan, Cotonou, Douala et Johannesburg.



Leila Richard Touma, Grey Search Africa

A la tête du cabinet Grey Search Africa, Leila Richard Touma accompagne ses partenaires dans l'identification, l'évaluation, la sélection et l'approche directe de professionnels confirmés, middle et top management. «Nous accompagnons les entreprises à la recherche de talents, de matière grise, partout en Afrique, comme notre nom l'indique! Avec discrétion, nous utilisons des méthodes éprouvées pour répondre aux besoins spécifiques de nos clients que nous considérons comme des partenaires», déclare-t-elle à Financial Afrik.



**Igor Rochette,
DG aMchael Page Africa**

Sortant de la Sorbonne, Igor Rochette a démarré sa carrière comme formateur auprès des cadres expatriés d'un groupe pétrolier en France. A la tête du bureau Africa à Paris depuis 2015, il dirige une équipe répartie entre Casablanca, Paris et Londres en charge des recrutements basés dans toute l'Afrique. Le positionnement de Michael Page va du segment C-Level et Middle -Management quel que soit le secteur d'activités.

OSEZ AUJOURD'HUI POUR RÉALISER DEMAIN

SOAGA

FCP SOAGA Épargne Active

*Une performance passée ne préjuge pas des performances futures.

Bureau d'Épargne Active de SOAGA FCP
200 Avenue Jean Paul II - L9187 - 95619
95 95000 - Clichy-la-Guyonne

S.A. Jean Cornil et Associés
Au Capital de 100.000.000 de FCFA
Tel: 0020 21 21 88 1474
Tel: 0020 21 21 88 13

AGRÈMENT N° FCF/2016-03/NI-02/2018

LES FINTECH DE L'ANNÉE

Coura Sene, Directrice Générale de Wave Mobile Money



Une licorne qui change le quotidien de ses usagers et bouscule les géants des télécoms. Wave comme son nom l'indique est la nouvelle vague qui révolutionne en ce moment les services de transfert et de paiement au Sénégal. «Un business model plus juste pour tous les acteurs, allant des banques partenaires aux clients finaux en passant par les partenaires agents et marchands», comme le déclare Coura Tine Sène, Directrice Générale de Wave Mobile Money.

Yves Eonnet, CEO & Co-founder Skaleet



15 ans après sa création par Yves Eonnet et Hervé Manceron, TagPay devient Skaleet, une FinTech internationale proposant une plateforme technologique back-end. Sa plateforme de Core Banking permet d'interagir pleinement avec un écosystème de banques, de fintechs et de partenaires technologiques. Elle offre la rapidité et l'agilité nécessaire pour lancer rapidement, sur le marché, de nouveaux services personnalisés. Skaleet ambitionne de combler le fossé entre des produits financiers complexes et les nouveaux usages des clients. Cette offre de service permet aux banques, néo-banques et fintech, de rester dans la course face à la menace des Big Tech qui tentent de s'imposer sur ce marché.

Diana Brondel, Fondatrice de Xaalys



Diana Brondel a fondé Xaalys, la première néobanque dédiée aux ados (12-17 ans), une structure qui a le vent en poupe dans l'éducation financière en France et en Afrique. Diplômée de l'ESCP Europe en 2006, cette ancienne de Société Générale a quitté l'institution au bout de dix ans pour monter son propre projet. L'équipe technique de Xaalys est basée à Dakar.

MÉDIA DE L'ANNÉE

Constant Nemale, CEO de Africa 24



De nationalité camerounaise, Constant Nemale a lancé Africa 24 en 2009, la chaîne devenant rapidement l'une des meilleures audiences du continent, avec une couverture dynamique de l'actualité. Africa 24 qui compte plusieurs bureaux en Afrique était la plus regardée par les cadres africains francophones en 2020 selon une étude Africascope menée par Kantar/TNS.

Khady CISS Wade, CEO de Reussir Business



À la tête de l'influent média sénégalais Reussir Business, Madame Khady CISS Wade a maintenu avec brio le cap tracé par feu son mari, Baye Dame Wade, en faisant du magazine la voix des hommes d'affaires et des dirigeants. Financière de banque, Khady CISS Wade a entamé depuis 2018 le virage stratégique de Reussir vers la diversification et l'adaptation aux nouvelles technologies.

Aziz Daki, Le360, Afrique



À la tête du média marocain le plus présent dans le reste de l'Afrique, avec un réseau de correspondants allant de Bamako à N'Djamena, Aziz Daki démontre que les projets médiatiques ont besoin de journalistes à leur tête afin de ne pas perdre l'intérêt éditorial au profit de la nécessité commerciale. Le 360 est devenue une référence éditoriale par son audience et son influence auprès des grands décideurs.

Leonard Dossou, l'Economiste du Bénin



Devenue une référence au Bénin, au Togo et en Afrique de l'Ouest, le quotidien l'Economiste du Bénin est fondé par Léonard Dossou, un journaliste spécialisé en économie et finance. Preuve de son influence, le promoteur du seul média béninois en économie a été récemment nommé coordinateur de la plateforme des medias de l'UEMOA.

Priscilla Wolmer, CEO Africa 54



L'idée de ce « magazine de l'Afrique et de ses institutions » est née en juin 2011, lors du sommet de l'Union africaine à Malabo, et s'est concrétisée en janvier 2012. Intitulé Africa 54, puis 54 États, il a été lancé par l'éditrice française Priscilla Wolmer auteure d'une thèse sur la gouvernance en Afrique à l'ère du numérique, et fondatrice en 2009 de la société Africa Digital Power (appelée initialement Wolmer Communication).

Abdallah Ould Mohamedi, promoteur de ApaNews

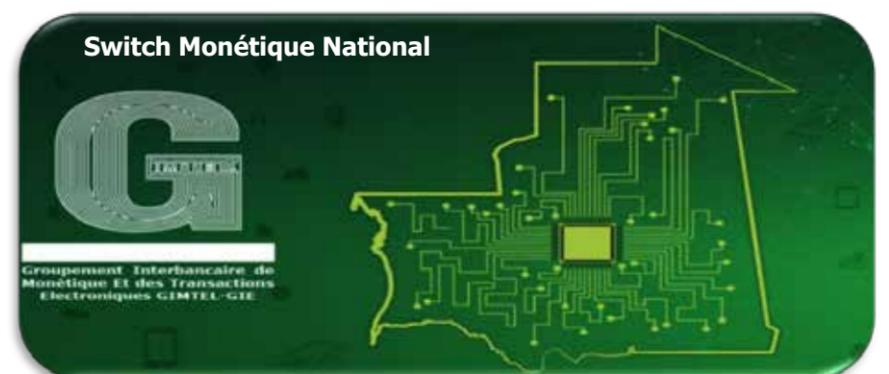


Patron de Sahara Média, de l'agence APA et par ailleurs ancien correspondant de l'agence marocaine de presse MAP et d'Al-Jazira pour l'Afrique de l'Ouest, Abdallah Ould Mohamedi est l'un des plus importants promoteurs de médias en Afrique. A l'aise en Afrique subsaharienne, au Sahel, au Maghreb et dans les pays du Golfe, Abdallah Ould Mohamedi est l'un des journalistes africains les plus influents dans le monde.

GIMTEL... VOTRE MEILLEURS ALLIÉ POUR SIMPLIFIER VOTRE QUOTIDIEN

LE GROUPEMENT INTERBANCAIRE MAURITANIEN GIMTEL

- Depuis plus de 13 ans dans le domaine de la monétique Interbancaire
- 17 Banques En plus de la Banque Centrale et Mauripost
- Présence sur l'ensemble du territoire Mauritanien
- Processeur pour le compte de ses membres
- Acquéreur unique Paiement pour l'ensemble des réseaux internationaux
- Personnalisateur de cartes bancaires pour le compte de ses membres
- Switch monétique pour toutes les banques membres
- Switch mobile pour toutes les banques membres



La Générale de Banque de Mauritanie, de Corporate et d'investissement
a pour vocation le conseil et le financement des entreprises évoluant
dans les secteurs stratégiques de l'économie mauritanienne
(énergie, mines, pêche, infrastructures, industrie, télécoms...).



بنك موريتانيا العام
للاستثمار والتجارة



Générale de Banque de Mauritanie
POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE

Siège social : 6, Avenue de l'Indépendance Nouakchott - Mauritanie

Le régime fiscal et douanier applicable aux sous-traitants intervenants dans le champ grand-tortue/ahmeyim (GTA)

Par le cabinet EXCO GHA Mauritanie

Dans cette chronique dédiée au droit des affaires en Afrique, les experts du cabinet Exco GHA Mauritanie, membre des réseaux Exco Afrique et Kreston international et leader de l'audit, du commissariat aux comptes, de l'expertise comptable et du conseil juridique et fiscal en Mauritanie, présentent le régime fiscal et douanier applicable aux sous-traitants intervenant dans le champ gazier Grand Tortue Ahmeyim exploité conjointement par le Sénégal et la Mauritanie dans un exemple de partenariat inédit en Afrique, voire dans le monde.



Le Sénégal et la Mauritanie ont signé en février 2018 un accord de coopération inter-Etats (ACI) portant sur le développement et l'exploitation en commun des réservoirs d'un champ pétrolier dénommé 'Grand Tortue/Ahmeyim -GTA'. Il s'agit d'un important gisement gazier mis à jour en 2016, qui a la double singularité d'être (i) en Offshore profond, et (ii) à cheval sur la frontière maritime entre les deux pays. Le choix politique affirmé d'une gestion commune de cette ressource s'est aussi traduit par la signature en décembre 2018 d'un acte additionnel à l'ACI, définissant le régime fiscal et douanier applicable aux sous-traitants

intervenant dans le Projet GTA.

Cet acte additionnel présente trois (3) particularités majeures :

1. Il instaure en son article 142 'un ordre fiscal autonome' -distinct des deux administrations fiscales nationales-, et qui va régir « l'activité des sous-traitants intervenant

dans le développement et l'exploitation des hydrocarbures contenus dans les réservoirs du Champ GTA ». Ledit Ordre se décline en deux structures :

-Une 'Unité mixte' qui est l'entité administrative chargée « de la gestion, de la liquidation, du contrôle, du contentieux et du recouvrement des impôts et taxes » dus par les sous-traitants ; et

-Une Commission fiscale inter-Etats composée des représentants des deux pays, et « ...investie des missions de coordination, de supervision et de règlement des différends entre les contribuables et l'Unité mixte » ;

2. Il (l'Acte additionnel) institue de facto un 'Pool' de recettes fiscales, pour toutes les activités de sous-traitance liées au Projet ; aux termes de l'article 5, lesdites recettes font par la suite l'objet d'une répartition entre les deux Etats, selon la clé de répartition des ressources en hydrocarbures définie par l'ACI.

possédant des compétences pointues et une connaissance approfondie de l'environnement local.

Les associés du cabinet, forts d'une expérience de plus de 35 ans dans les domaines de l'expertise comptable, de l'audit et du conseil fiscal possèdent une connaissance approfondie du tissu économique local et régional. Depuis bientôt quinze ans, le cabinet EXCO GHA Mauritanie accompagne les entreprises nationales et internationales au quotidien sur l'ensemble des problématiques. Quel que soit le projet, nos équipes apportent leurs compétences dans les domaines de l'expertise comptable, l'audit, le conseil, le juridique, le fiscal, le social, ou encore les ressources humaines.

3. Pour les sous-traitants du Projet GTA, le dispositif fiscal institué par l'Acte additionnel prévaut sur toute autre législation - dérogoire ou de droit commun.

I. Cadre juridique de la sous-traitance – Formalités préliminaires

La qualité de sous-traitant s'applique à « toute personne physique ou morale -de droit mauritanien, sénégalais, ou autre- qui fournit des biens ou services pour les 'Opérations pétrolières', telles que définies dans les contrats pétroliers des deux Etats... » (Art. 3). Aucune clause d'exclusivité n'est stipulée. Autrement dit, le fournisseur de biens ou services au Projet GTA acquiert le statut de sous-traitant défini dans l'Acte additionnel, nonobstant les autres activités -similaires ou non- qu'il pourrait réaliser par ailleurs. Les contrats de sous-traitance et leurs éventuels avenants sont toutefois soumis à la formalité de l'enregistrement, avant leur exécution (art. 49). Le sous-traitant 'GTA' (i) doit par ailleurs procéder à une déclaration d'existence auprès de l'Unité mixte dans les 15 jours de sa constitution ou du démarrage de ses activités avec le Projet, et (ii) doit disposer d'un agrément délivré par ladite 'Unité, agrément qui précise son régime fiscal (Réal ou Forfait).

II. Le régime fiscal

L'Acte additionnel prévoit en ses articles 23 et 38 deux (2) régimes d'imposition.

Un régime réel qui s'applique

(i) aux sous-traitants de droit étranger ayant un établissement stable, et

(ii) aux sous-traitants de droit mauritanien ou sénégalais réalisant avec le Projet GTA un chiffre d'affaires annuel supérieur à trois millions (3.000.000) de dollars américains ; l'assujetti au régime du réel sera soumis à l'impôt sur les bénéfices au taux de 25% du bénéfice net réalisé dans le projet GTA avec un minimum de perception correspondant

à 1,75% du chiffre d'affaires réalisé dans le cadre du Projet GTA ; les employés des sous-traitants GTA relevant du régime réel sont assujettis à l'impôt sur les salaires, suivant la réglementation en vigueur en Mauritanie ou au Sénégal, selon le lieu de résidence de l'entreprise.

Les sous-traitants relevant du régime réel sont astreints à toutes les obligations comptables, documentaires et déclaratives, conformément aux normes de droit commun applicables en Mauritanie ou au Sénégal. Ils peuvent faire l'objet d'un contrôle fiscal sous tous les formats prévus par le droit commun, et le droit de communication de l'administration fiscale (Unité mixte) leur est également opposable.

Un régime forfaitaire applicable

(i) aux sous-traitants de droit étranger n'ayant pas d'établissement stable, et

(ii) aux sous-traitants de droit mauritanien ou sénégalais réalisant avec le projet GTA un chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à trois millions (3.000.000) de dollars américains.

Le bénéficiaire de l'opération (Contractant ou sous-traitant de premier degré) sera tenu de retenir l'impôt sur les bénéfices et l'impôt sur les salaires au moment du paiement du prix aux sous-traitants soumis au régime du forfait.

Le taux de la retenue pour l'IS est fixé à 25%, appliqué sur un bénéfice évalué forfaitairement à 16% du chiffre d'affaires et pour l'impôt sur les salaires le taux est de 40%, appliqué sur une masse salariale évaluée forfaitairement à 7,5% du chiffre d'affaires réalisé avec le projet GTA.

La retenue à la source n'est applicable qu'aux prestations de services, à l'exclusion des livraisons de biens, si elles sont facturées séparément.



Le Cabinet EXCO GHA Mauritanie, membre des réseaux Exco Afrique et Kreston international, est le leader de l'audit, du commissariat aux comptes, de l'expertise comptable et du conseil juridique et fiscal en Mauritanie.

Le cabinet a été élu Meilleur prestataire de services d'Audit et de Comptabilité 2020 en Mauritanie, par le Global Excellence Awards 2020 du magazine INTL (Best Audit & Accountancy Services Provider 2020 - Mauritania). Créé en 1991, Exco GHA Mauritanie (ex BSD & Associés) est constitué de professionnels expérimentés dont quatre experts comptables confirmés,

Climat

COP26: un accord à minima qui laisse l'Afrique sur sa faim

Les 200 pays de la COP26 ont adopté, samedi 13 novembre, un accord pour accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète, sans promettre de le contenir à 1,5 °C, ni de répondre aux demandes d'aide des pays pauvres. Baptisé «Pacte de Glasgow pour le climat», le texte a été adopté à l'issue de deux semaines de négociations éprouvantes, d'un coup de marteau du président britannique de la conférence mondiale pour le climat, Alok Sharma. La Chine et l'Inde ont retardé l'accord sur les énergies fossiles. La version finale appelle à «intensifier les efforts vers la réduction du charbon sans systèmes de capture (de CO2) et à la sortie des subventions inefficaces aux énergies fossiles». De l'avis des experts africains, les compromis trouvés

n'assurent d'ailleurs pas le respect des objectifs de l'accord de Paris de limiter le réchauffement «bien en deçà» de 2 °C et si possible à 1,5 °C. Le dossier explosif de l'aide aux pays pauvres, qui a un temps semblé pouvoir faire dérailler les négociations, est resté en suspens. Les pays riches s'étaient engagés de porter leur aide climatique à partir de 2020 à 100 milliards de dollars par an, en réponse au financement spécifique des «pertes et préjudices» subis par les pays pauvres, les moins responsables du réchauffement mais les plus impactés. Mais les pays développés, au premier rang desquels les États-Unis, qui redoutent de possibles conséquences juridiques, s'y sont fermement opposés. Le document final, connu sous le nom de « Pacte de Glasgow pour le climat », invite 197



pays à rendre compte de leurs progrès en matière d'ambition climatique l'année prochaine, lors de la COP27, qui se tiendra en Égypte. Dans le même temps, le président de la COP26,

Alok Sharma, a eu du mal à retenir ses larmes face aux partisans (Inde et Chine) de l'utilisation du charbon. L'Afrique sort déçue de cette grande messe du climat.

Vanessa Nakate : le nouveau porte-voix africain de la justice climatique



Pour certains médias, elle est la « Greta Thunberg africaine ». Pourtant, l'Ougandaise a son propre parcours qui fait d'elle, à bien des égards, un profil tout à fait unique dans la lutte pour les questions environnementales. Depuis quelques semaines, et encore tout le long de la Cop26, l'Ougandaise Vanessa Nakate occupe la une de nombreux médias internationaux. Pourtant, il y a quelques mois, c'est en ayant occultée, lors du recadrage d'une photo où elle posait avec plusieurs activistes pour la justice climatique que l'agence de presse américaine Associated Press (AP) a mis la jeune femme sur le devant de la scène. Occultée, plus pour faire de la place à une Greta Thunberg plus célèbre, que par racisme selon les défenseurs de l'agence, l'Ougandaise est devenue presque incontournable lorsqu'on évoque l'Afrique et les changements climatiques. Avec son portrait en une du magazine Time, parmi les « championnes de l'éducation », elle fait partie de la liste des 100 personnalités à suivre en 2021, réalisée par le média. Stupéfiant lorsqu'on considère que jusqu'en 2018, l'intéressée ne se préoccupait absolument pas des questions liées à l'environnement et au climat.

COP26 : « Nous ne résoudrons pas la crise climatique sans la nature »

À l'issue de la première semaine de la COP26, il était clair que la nature n'était plus considérée comme une « question à part ». L'une des principales annonces a été l'engagement pris par 120 dirigeants mondiaux de pays abritant 90 % des forêts de la planète, dont le Brésil et la République démocratique du Congo, de mettre fin à la déforestation d'ici 2030. Cet engagement prévoit des promesses de financement, dont 12 milliards de dollars de fonds publics jusqu'en 2025, ce qui lui donne d'autant plus de poids. Parmi les autres moments forts pour la nature, les dirigeants de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur et du Panama ont permis l'extension du corridor marin du Pacifique tropical oriental pour protéger la vie marine des flottes de pêche. Plus de 100 pays, dont les États-Unis, le Japon et le Canada, se sont engagés à réduire leurs émissions de méthane, un gaz à effet de serre 20 fois plus puissant que le dioxyde de carbone, de 30 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2020. Trois priorités permettront de transformer les engagements en changements concrets



Il nous faut maintenant agir sur trois points pour transformer cet espoir révolutionnaire en changements concrets. Sinon, les pertes catastrophiques de biodiversité qui ont déjà commencé de se produire – plus de 60 % des animaux sauvages ont disparu depuis 1970 – poursuivront cette sombre trajectoire vers l'extinction prévue de plus d'un million d'espèces d'ici 2050. Pour construire un monde résilient et limiter le réchauffement à 1,5 °C, il nous faut inverser la perte de la nature et réaliser des projets tels que l'initiative 30x30 (en anglais) qui

d'ici à 2030, vise à conserver 30 % des terres et des océans de la planète tout en réduisant de moitié les émissions en l'espace d'une décennie. L'adaptation au climat doit être un pilier important de la relance verte et résiliente, transformant nos systèmes alimentaires et agricoles, la création d'emplois et de moyens de subsistance et la transition énergétique. Des solutions fondées sur la nature sont prêtes dans tous les pays, notamment celles présentées dans les Solutions PANORAMA et par la plateforme Nature4Climate. Alors, comment procéder ?



Plateforme Panafricaine sur le Développement Durable et l'Environnement

Production et Diffusion d'actualités
Interviews, Reportages, Dossiers
Publireportages & Publicités

Conseil :
Stratégie de développement durable
Rédaction de rapport RSE
Formation

Notre Equipe :
Fondateur / Directeur de Publication:
Mahamadou BALDE
Rédacteur en Chef : Bacary SEYDI
Journalistes : Ismaïla MANSALY,
Moctar FICOU, Ndéye Fatou
NDIAYE, Saër SY
Experte QHSE : Marie DIOUF

Coordinateur du Supplément :
Chérif BALDE
Stagiaire : Mohamed El Amine
DIOP
Adresse: 308 Zone de
Captage –Grand Yoff,
Dakar – Sénégal
Téléphone: +221 774 123 118 ou
+221 704 699 569
Mail: vivafrikcom@gmail.com
site web: www.vivafrik.com

Agriculture

La percée de l'agroécologie au menu du symposium panafricain sur l'agriculture

23 pays africains se sont donnés rendez-vous au Sénégal afin de discuter des meilleurs moyens de tirer parti des vastes terres arables, des marchés, des réseaux et des opportunités d'investissement que l'Afrique offre pour une percée de l'agroécologie. Le but de ce symposium panafricain sur l'agriculture organisé par Craving 4 Development du 24 au 27 novembre 2021 est de créer une plateforme régionale de connaissances et de partenariats qui aide à mieux comprendre le pouvoir de l'implication des jeunes dans l'agriculture et le potentiel d'innovation dans l'agriculture en Afrique et de soutenir la jeunesse africaine à tirer parti des grandes opportunités africaines en termes d'accès aux marchés, à des partenariats et à des investissements, renseigne un communiqué transmis à la presse.

Le document précise que « le symposium vise aussi à faire des participants au salon de l'innovation et des lauréats les moteurs de l'innovation et les ambassadeurs d'une agriculture innovante ». « Le symposium se veut une occasion de familiariser les jeunes africains avec les voies et les interventions nécessaires



pour favoriser l'éclosion de l'innovation dans l'agriculture, booster le commerce intra-africain et l'intégration régionale, favoriser et entretenir des liens entre l'agriculture et les autres secteurs et stimuler les investissements de la diaspora africaine dans le secteur agricole ». Les sessions du symposium ont tourné autour des thématiques suivantes : souveraineté alimentaire ; agroécologie ; agriculture intelligente face au climat/stockage, gestion et utilisation de l'eau ; élevage/aquaculture et apiculture ;

agroforesterie et aménagement paysager ; agrobusiness et agroalimentaire ; changements climatiques et agriculture durable ; utilisation de la technologie dans l'agriculture ; économie agricole/ investissements ; accès aux marchés et établissement de partenariats ; intégration économique ; tendances et défis mondiaux de l'agriculture ; leadership/DPP et création de richesses », énumère le document officiel.

L'agriculture responsable de 90 % de la déforestation dans le monde entre 2000 et 2018, selon la FAO

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que le secteur agricole a contribué à hauteur d'environ 90 % à la déforestation globale enregistrée dans le monde entre 2000 et 2018. Ainsi, l'agriculture pèse lourd dans le recul des superficies forestières sur le plan mondial. Une perte des forêts qui reste préoccupante en raison de leur importance pour la biodiversité, le climat et les populations qui en dépendent pour leur moyen de subsistance. L'agriculture demeure le principal moteur de la déforestation dans le monde, et il est urgent de favoriser des interactions plus positives entre l'agriculture et les forêts. Les 17 Objectifs de développement durable (ODD) convenus par les pays en 2015 sont « intégrés et indivisibles ». Si l'on se fie

au directeur général de la FAO, Qu Dongyu qui s'exprimait lundi 8 novembre 2021 à Glasgow en Ecosse à l'occasion des travaux de la 26ème Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), depuis 1990, le monde a perdu 420 millions d'hectares (ha) de forêts, soit l'équivalent de la moitié de la superficie du Brésil. Plus de la moitié de cette perte est attribuable à la conversion de forêts en terres agricoles et le pâturage est responsable de près de 40% de la réduction des surfaces forestières. Cette donnée qui provient de la nouvelle étude de l'organisme onusien basée notamment sur des données satellitaires, vient réactualiser le niveau de connaissance de l'impact de l'agriculture sur les forêts.

Le consortium FGIS – Eranove veut lever 300 millions d'euros pour la centrale hydroélectrique de Ngoulmendjim (Gabon)

Le Groupe industriel panafricain Eranove et Gabon Power Company (GPC), filiale détenue à 100 % par le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS) en charge de ses projets Energie, ont signé le 22 novembre 2021 les mandats pour la levée de fonds visant à financer la future centrale hydroélectrique de Ngoulmendjim (Gabon). Cette signature prévoit un mandat d'arrangement porté par la Banque africaine de développement (BAD) et un mandat de structuration porté par Standard Chartered Bank (SCB). La BAD et SCB vont, pour le compte du consortium FGIS – Groupe Eranove, identifier les institutions financières qui participeront au financement de la centrale hydroélectrique et instruire le dossier avec pour finalité la signature des accords de crédit et le démarrage de la construction. Ce projet, à impact positif en termes environnemental, économique et social, est structurant pour la transition verte de l'économie gabonaise.

La centrale hydroélectrique de Ngoulmendjim, d'une puissance installée de 82 MW, pour une production annuelle estimée à 550 GWh, est située sur la rivière Komo, au cœur de la province de l'Estuaire, à 125 km de Libreville. Développée par Asokh Energy, coentreprise gabonaise (JV) créée par le consortium FGIS – Groupe Eranove, elle permettra de subvenir à la demande croissante d'énergie électrique du Gabon, notamment de Libreville, qui abrite plus de la moitié de la population du pays et d'accroître de façon significative la part d'énergie renouvelable du mix de production d'énergie électrique de Libreville et du Gabon. La construction de cette centrale participera également à l'essor économique de la région avec l'emploi de 800 à 1 000 personnes pendant la construction et la création de nombreux emplois indirects. Fidèlement aux engagements du Groupe Eranove, du FGIS et aux objectifs de l'État gabonais visant à réduire de 50% ses émissions de gaz à effet de serre (eqv CO2) par rapport à leur niveau de 2010, le projet de Ngoulmendjim contribue à lutter contre le changement climatique. Avec des émissions de gaz à effet de serre évaluées à 55,2 g eqv CO2/kWh/an, la centrale hydroélectrique émettra six (6) fois moins que le mix énergétique gabonais actuel.

COP26 : L'AIE pourrait sévir contre les pays qui ne respectent pas leurs engagements climatiques

« Ceux qui ne respectent pas leurs engagements en matière de climat recevront un avertissement lors du prochain sommet de l'ONU sur le climat, prévu en 2023 », a averti l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Ainsi, l'AIE surveillera et rendra compte des progrès réalisés par les pays pour tenir leurs engagements en matière de climat jusqu'au sommet de 2023, a informé le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie AIE, Fatih Birol. Selon les experts, la technologie et les financements nécessaires à l'atteinte des objectifs climatiques existent déjà. Mais la volonté politique ne suit pas. Raison pour laquelle l'AIE, désormais surveillant de l'action climatique, prévoit des mesures coercitives pour aller plus vite. L'AIE a été désignée pour surveiller et rendre compte des progrès réalisés par les pays. Cette mission lui a été confiée par la présidence de la COP26. Des sanctions sont donc prévues contre les pays qui ne respectent pas leurs engagements climatiques, a déclaré M. Birol. Bien que l'accord de Paris sur le climat, signé en 2015 lors du sommet de la COP21 et visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels, soit juridiquement contraignant, aucune sanction ou pénalité n'est prévue pour les pays qui ne respectent pas leurs engagements en matière de climat.

Energies Renouvelables

Les OSC et LEGS- Africa tracent la voie d'une gouvernance responsable et durable du pétrole et du gaz au Sénégal

C'est via un atelier de partage des contributions sur les choix économiques et écologiques initié jeudi 25 novembre 2021 par les Organisations de la société civile (OSC) nationale, en collaboration avec LEGS- Africa et la fondation Heinrich Böll que les participants ont échangé leurs expertises afin d'asseoir une gouvernance responsable et durable du pétrole et du gaz au Sénégal. Selon ces structures, « la conférence de Glasgow intervient dans un contexte où plus que jamais, la problématique des changements climatiques appelle à une conscience renouvelée sur le modèle économique du Sénégal ». Ainsi, en marge des conclaves de Glasgow qui viennent de se tenir, les organisations de la société civile sénégalaise se sont mobilisées autour de l'urgence climatique pour alerter l'opinion publique, les pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs sur les enjeux contemporains, afin de contribuer à une gouvernance transparente et démocratique, économiquement et écologiquement responsable du pétrole et du gaz au



profit du bien-être des populations sénégalaises. À l'occasion de ce colloque regroupant des experts dans ce domaine, les acteurs rappellent à l'État du Sénégal l'ampleur des engagements antérieurs et la mesure de ceux postérieurs face à l'urgence de limitation des taux d'émission de gaz à effet de serre, dans un contexte où il s'engage au démarrage fixé à partir de 2023

CORIS BANK INTERNATIONAL s'installe en Guinée Conakry



ONY conseil

Bénin

Burkina Faso

Côte d'Ivoire

Mali

Niger

Sénégal

Togo

Guinée Conakry

La Banque Autrement
<https://coris.bank>

